

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

**Suivi de la conjoncture
économique**

N° 123 – 3ème trimestre 2005

- NOUVELLE-CALEDONIE -

Sommaire

	Page
Synthèse :	
Diagnostic sur la conjoncture du trimestre écoulé et éléments prospectifs issus de l'enquête d'opinion	2
Note Méthodologique	4
1. Vue d'ensemble	
1.1 Les entreprises	6
1.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises	6
1.1.2 L'investissement des entreprises	8
1.1.3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité	10
1.2 Les ménages	11
1.2.1 L'évolution de la consommation des ménages	11
1.2.2 L'investissement immobilier des ménages	12
1.2.3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages	13
1.3 Les indicateurs macro-économiques	14
2. Analyse sectorielle	
2.1 Agriculture, élevage, pêche et aquaculture	17
2.2 Industrie agro-alimentaire	21
2.3 Industries minières et métallurgiques	24
2.4 Industries diverses	28
2.5 Bâtiment et travaux publics	31
2.6 Commerce	35
2.6.1 Commerce de détail	37
2.7 Hôtellerie-Tourisme	40
2.8 Services aux entreprises	44

Au niveau international, les **Etats-Unis** ont maintenu le niveau de la croissance du PIB au second trimestre 2005 (+ 0,8 % en variation trimestrielle après + 0,9 % au premier trimestre 2004)¹. Le taux de chômage poursuit sa baisse et s'établit à 5,0 % à juin 2005 (- 0,2 point par rapport à mars 2005).

Dans la **Zone Euro** le PIB a progressé de 0,3 % au cours du second trimestre 2005. En juin 2005, le taux de chômage s'est légèrement réduit par rapport à mars 2005 et s'établit à 8,8 % (- 0,1 point). Le taux d'inflation annuel est demeuré stable en juin à 2,1 %.

Au deuxième trimestre 2005, la **France** a connu une hausse du PIB de 0,1 % par rapport au premier trimestre 2005. Parallèlement, le taux de chômage s'est légèrement réduit à 10,1 % de la population active en juin 2005 (- 0,1 point par rapport à mars 2005), et l'indice des prix à la consommation s'est établi à 111,3 enregistrant une hausse de 0,1 point par rapport à mai 2005 (+ 1,6 point en glissement annuel).

La situation économique de la Nouvelle-Calédonie

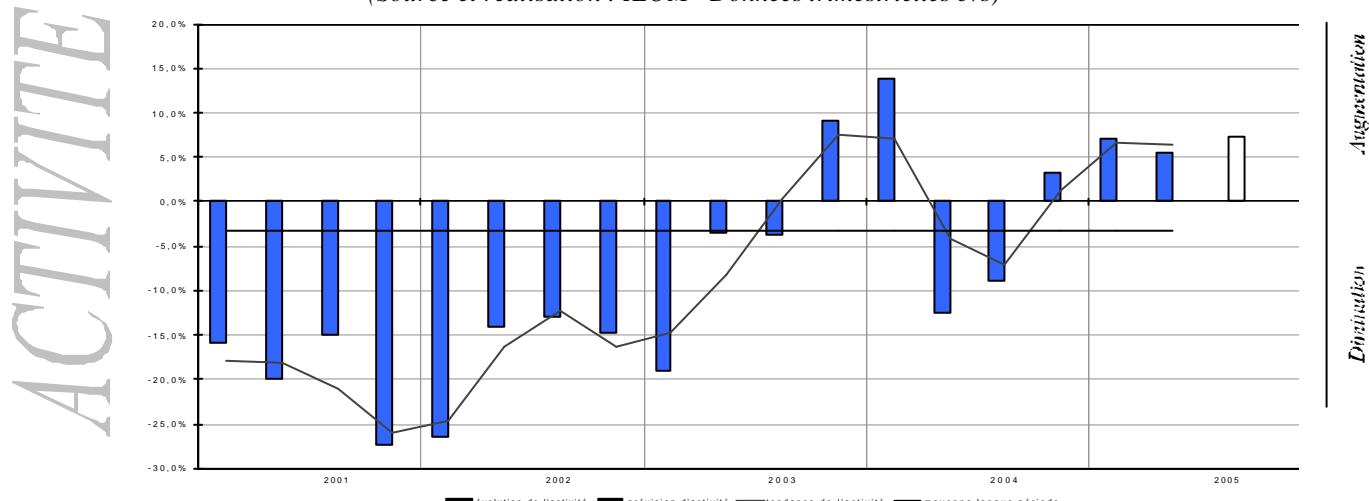
En **Nouvelle-Calédonie**, au second trimestre 2005, l'enquête d'opinions de l'IEOM menée auprès des chefs d'entreprise de 9 secteurs d'activité révèle les tendances suivantes:

- une progression de l'activité, dans six secteurs : l'agriculture, les industries agroalimentaires, la mine et métallurgie, les industries diverses, l'ensemble du commerce et les services aux entreprises.
- une diminution de l'activité dans trois secteurs : le BTP, le tourisme et le commerce de détail.

Parallèlement, l'indice synthétique d'ensemble, pondéré par les effectifs de chaque secteur d'activité concerné (hors mines et métallurgie), traduit une opinion favorable sur l'activité globale.

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise CVS au 30 Juin 2005 (hors mines et métallurgie)

(Source et réalisation : IEOM - Données trimestrielles cvs)



Le solde d'opinion des dirigeants d'entreprises du **commerce de détail** fait état d'une diminution de l'activité malgré la progression des importations relatives aux biens de consommation (articles d'habillement + 41,6 %, produits alimentaires + 15,2 %) et la croissance de leurs encours bancaires des crédits de trésorerie (+1,0 % au 30 juin 2005 par rapport au 31 mars 2005). Par ailleurs, les prix sont restés stables par rapport à fin mars 2005 (+ 0,08 %).

Le solde d'opinions des dirigeants d'entreprises **du commerce de gros** quant à lui fait état d'une activité en augmentation au deuxième trimestre 2005 notamment pour le secteur automobile (utilitaire + tourisme).

Avec une croissance de 2,5 % des crédits à l'habitat entre le premier et le deuxième trimestre 2005, l'investissement des ménages serait toujours bien orienté.

Par ailleurs, en l'absence de chiffres récents, la situation du marché de l'emploi reste difficile à appréhender.

¹ Les chiffres du premier trimestre 2005 ont été rectifiés.

Dans le même temps, les indicateurs « importations de biens d'équipement » et « immatriculations de véhicules utilitaires » qui mesurent traditionnellement l'investissement des entreprises progressent de 24,9 % et de 20,7 %. Parallèlement, le taux de couverture des importations par les exportations s'est stabilisé à 61,1 % au second trimestre dans un contexte de hausse des ventes à l'exportation et de hausse des importations par rapport au premier trimestre 2005.

Conformément aux prévisions optimistes formulées lors de la dernière enquête par les dirigeants du **secteur de la mine/métallurgie**, l'activité s'est redressée au cours du deuxième trimestre 2005. Ce constat est notamment corroboré par l'augmentation de l'extraction du nickel entre le premier et le deuxième trimestre 2005 (+ 27,8 %).

Selon l'opinion des **industriels** interrogés (hors secteur agroalimentaire et secteur minier et métallurgique), l'activité se serait fortement améliorée au second trimestre 2005, notamment dans les entreprises de fabrication de charpentes et de menuiserie.

L'activité des professionnels du **secteur du BTP** interrogés, se serait en revanche légèrement dégradée sur le second trimestre 2005, en raison notamment des mauvaises conditions climatiques sur cette période. Ce sentiment est partagé à la fois par les dirigeants des sous secteurs du bâtiment et des travaux publics. En effet, la consommation de ciment (vente de ciment local + importations) est en léger retrait par rapport au trimestre précédent (-1,1 %).

Les professionnels du **secteur hôtelier et touristique** font état d'une dégradation de l'activité sur le second trimestre 2005. Cette opinion est partagée par une majorité des chefs d'entreprises des transports aériens et terrestres et des hôtels - restaurants. Les données touristiques du second trimestre 2005 confirment cette opinion défavorable. Ainsi le nombre de touristes a reculé de 20,7 % par rapport au trimestre précédent, pour s'établir à 19 635 en juin 2005. Le nombre de croisiéristes a également reculé de 50,3 % par rapport au trimestre précédent.

Selon les chefs d'entreprises de l'« **agriculture, élevage, pêche** », l'activité aurait poursuivi son amélioration au cours du second trimestre 2005, en particulier dans le secteur de l'aquaculture.

De même, confirmant les prévisions d'activité exprimées lors de la précédente enquête de l'IEOM, les industriels du **secteur agro-alimentaire** affichent un avis globalement positif sur l'activité au cours du second trimestre 2005. Cet avis est principalement reflété par les dirigeants de l'industrie des viandes et du poisson.

En ce qui concerne l'activité du secteur « **services aux entreprises** » elle se serait nettement améliorée au deuxième trimestre 2005, dans la majorité des secteurs suivis par l'enquête : sécurité, informatique, expertise, publicité et nettoyage industriel.



S'agissant des **perspectives pour le prochain trimestre**, les dirigeants paraissent optimistes puisqu'ils anticipent une poursuite de la croissance de leur activité dans les secteurs de l'« agriculture, élevage, pêche », de l'agroalimentaire, des industries diverses, l'ensemble du commerce et des services aux entreprises. Les opérateurs du BTP et du tourisme anticipent un redressement de leur activité. L'opinion de dirigeants de la mine/métallurgie est contrastée pour le troisième trimestre 2005. Enfin, ceux du commerce de détail annoncent une contraction de leur activité.

Note méthodologique

L'évolution de la conjoncture est appréhendée au travers des résultats d'une enquête d'opinion menée auprès d'un échantillon représentatif de dirigeants d'entreprises et des données économiques brutes se rapportant aux différents secteurs d'activité, aux entreprises et aux ménages. Afin de faciliter la compréhension de ce document, il est utile de préciser quelques points.

Les commentaires ne font que refléter l'opinion des chefs d'entreprises interrogés et ne sauraient engager l'IEOM.

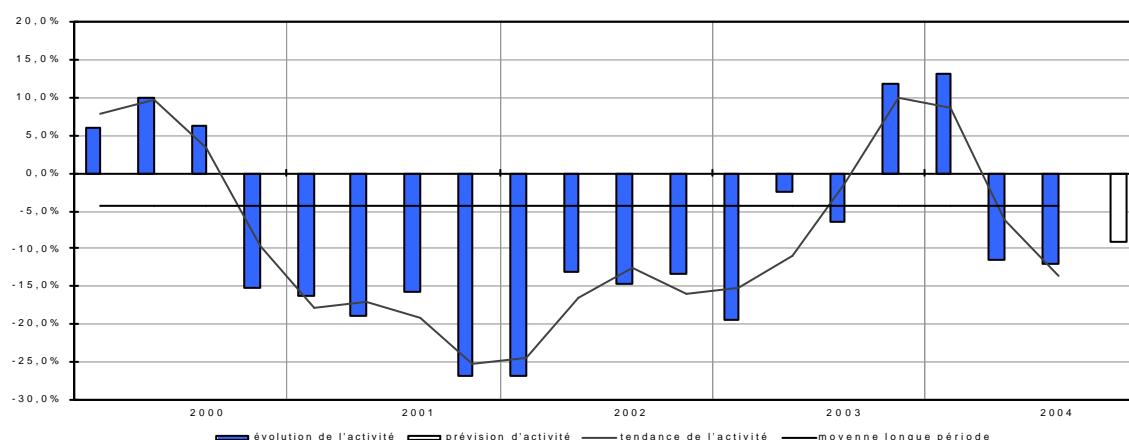
Interprétation des soldes d'opinions

Les courbes et histogrammes apparaissant dans certains graphiques retracent l'évolution des soldes d'opinion désaisonnalisés. Un solde d'opinion qui se rapporte à l'**activité** ou aux **charges d'exploitation** correspond à la différence entre le pourcentage de chefs d'entreprise qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont augmenté au cours du trimestre écoulé (réalisations) ou vont croître au cours du trimestre à venir (prévisions) et le pourcentage de ceux qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont diminué ou vont décroître. S'agissant de la **trésorerie**, le mode de calcul est identique, la question posée se référant à l'amélioration, à la stabilité ou à la dégradation. Il convient de noter que chaque opinion exprimée est pondérée par l'effectif de l'entreprise.

Les courbes et histogrammes évoluent de part et d'autre d'une ligne zéro marquant la stabilité. Ils ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écartier ou à se rapprocher de la stabilité.

Ainsi, les courbes et les histogrammes établis évoluent de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges et de la trésorerie. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables (celles-ci s'avèrent de plus en plus optimistes lorsque la courbe ou l'histogramme s'inscrit dans une phase croissante et inversement de moins en moins favorables lorsqu'ils se rapprochent de l'axe des abscisses). A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque la courbe ou l'histogramme se rapproche de l'axe des abscisses.

ACTIVITÉ

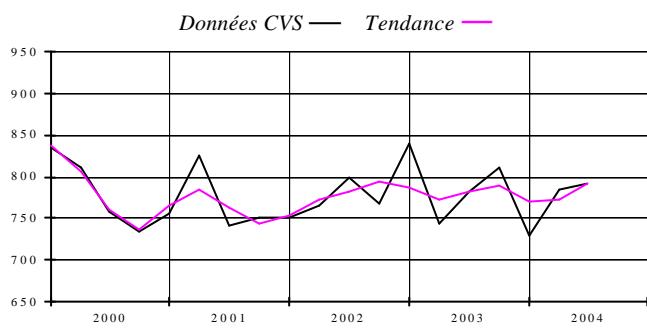


Compréhension des graphiques des indicateurs économiques

Les indicateurs se rapportant aux secteurs économiques, aux entreprises et à la demande des ménages, ainsi que les principaux indicateurs macro-économiques (prix, emploi, SMG...), figurent sous forme de graphiques pour les cinq dernières années selon des fréquences mensuelles ou trimestrielles.

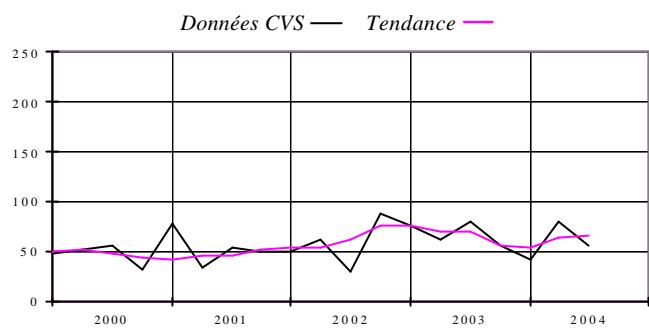
L'analyse des données révèle une saisonnalité, qui fait l'objet d'un traitement. On dit qu'elles sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Les données représentées, peuvent être brutes, CVS ou encore représentées sous forme de tendance afin d'obtenir un lissage dans le cas d'évolutions trop heurtées.

Abattages de viande bovine (en tonnes)



Source : OCEF

Importations de viande bovine (en tonnes)



Source : Service des Douanes

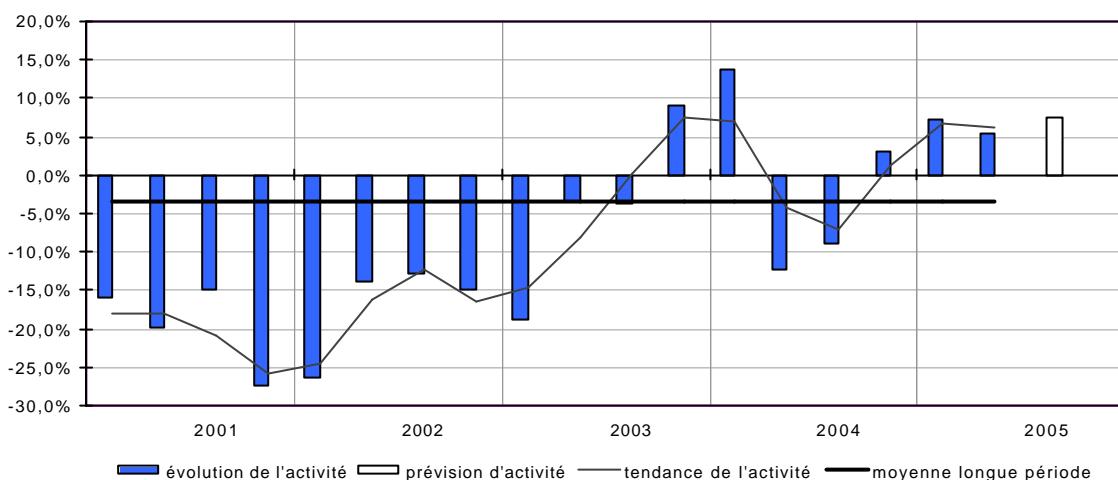
1-Vue d'ensemble

1-1 Les entreprises

1-1-1 Les opinions des dirigeants d'entreprise

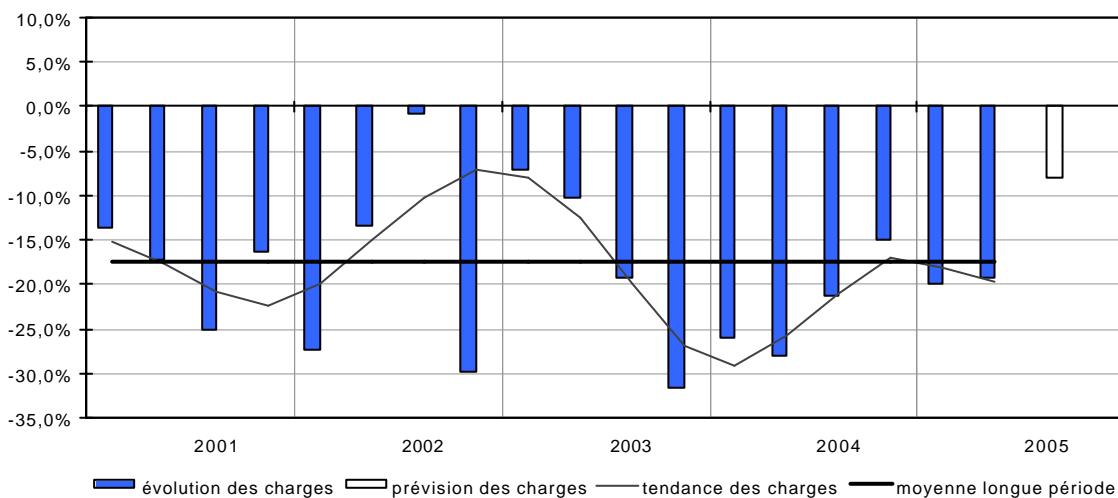
Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise au 30 juin 2005¹ (hors mines et métallurgie)

ACTIVITE



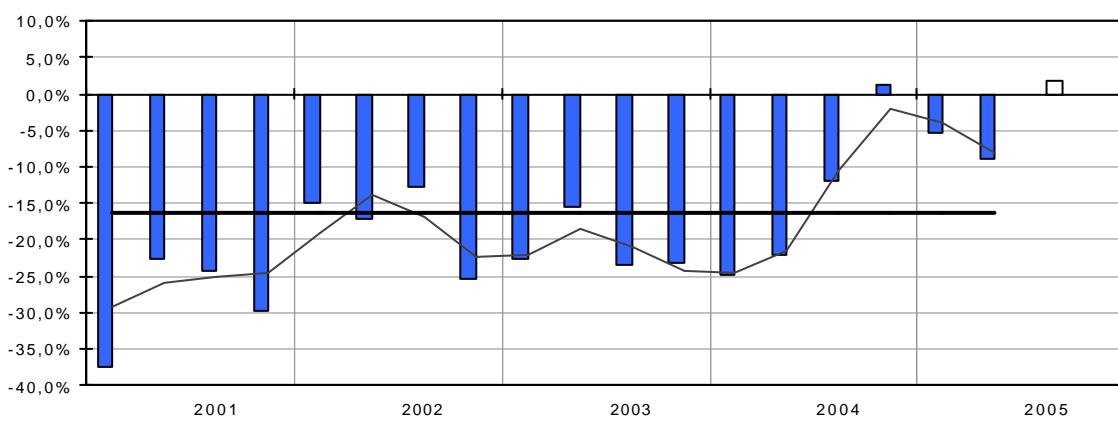
Augmentation

CHARGES



Amélioration Dégradation

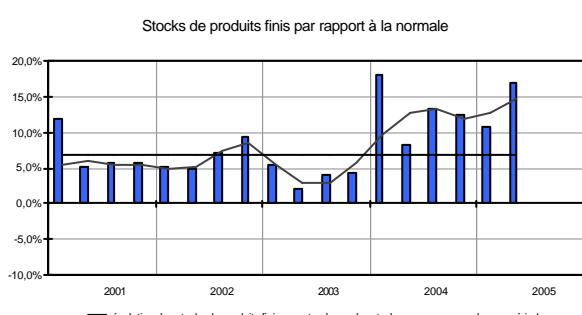
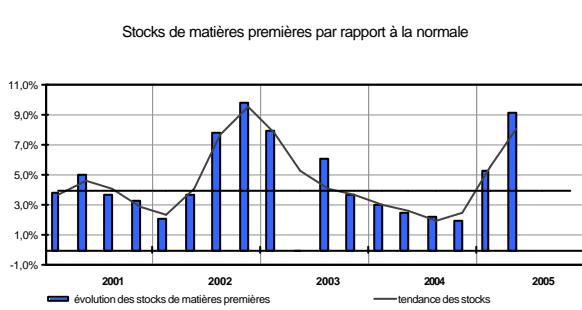
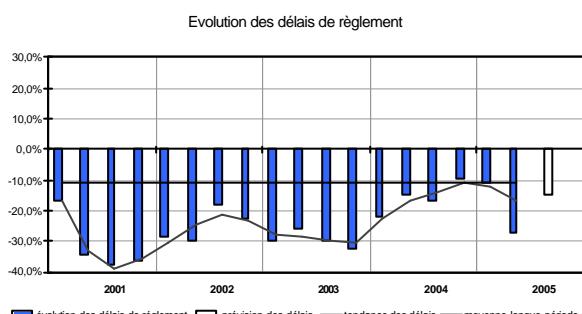
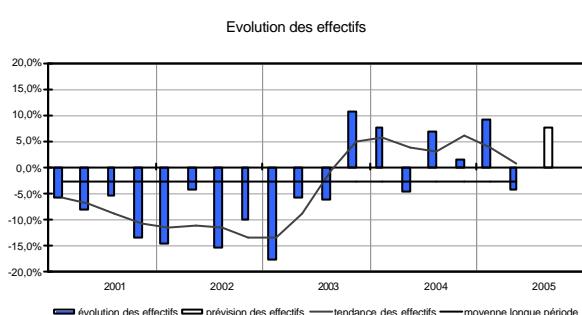
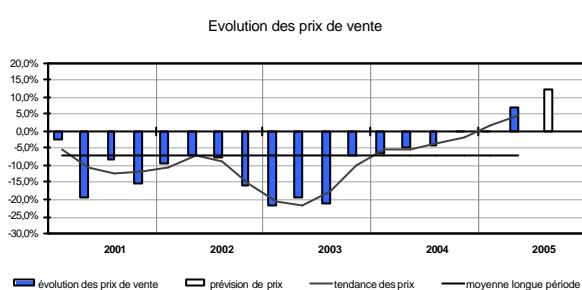
TRESORERIE



Amélioration Dégradation

Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 228 entreprises (11 593 salariés) pour 172 réponses (9 713 salariés).



↑
Augmentation
↓
Diminution

Sur le deuxième trimestre 2005, l'enquête d'opinions de l'IEOM menée auprès des chefs d'entreprise de 9 secteurs d'activité révèle les tendances suivantes :

- une progression de l'activité dans six secteurs : l'agriculture, les industries agroalimentaires, la mine et métallurgie, les industries diverses, l'ensemble du commerce et les services aux entreprises.
- une diminution de l'activité dans trois secteurs : le BTP, le commerce de détail et le tourisme.

Confirmant les prévisions exprimées lors de la précédente enquête de l'IEOM, l'indice synthétique d'ensemble, pondéré par les effectifs de chaque secteur d'activité concerné (hors mines et métallurgie), traduit une opinion favorable sur l'activité globale au second trimestre par rapport au premier trimestre 2005.

Une majorité de chefs d'entreprise estime que leurs charges ont continué de s'alourdir malgré une réduction des effectifs dans les entreprises. Les situations de trésorerie se seraient encore légèrement dégradées sur le second trimestre 2005, sous l'effet de l'allongement des délais de règlement. Les prix de vente pour leur part, seraient à la hausse.

D'autre part, tant les stocks de matières premières que ceux de produits finis, seraient jugés largement supérieurs à la normale.

S'agissant des perspectives pour le prochain trimestre, les dirigeants paraissent optimistes puisqu'ils prévoient une nouvelle croissance de leur activité.

↑
Amélioration
↓
Dégénération

↑
Supérieurs
↓
Inférieurs

↑
Supérieurs
↓
Inférieurs

↑
Supérieurs
↓
Inférieurs

1-1-2 L'investissement des entreprises

TENDANCE DE L'INVESTISSEMENT								
pour les douze prochains mois								
Agriculture, Elevage, Pêche	Industrie agroalimentaire	Mines et métallurgie	Autres industries	BTP	Commerce	Commerce de détail	Tourisme Hôtellerie	Services aux entreprises
↗	↗	↗	↗	↗	→	↘	↗	↗

Les biens d'équipement professionnels

*Importations de biens d'équipement
(en millions de F CFP)*

Données CVS — Tendance —

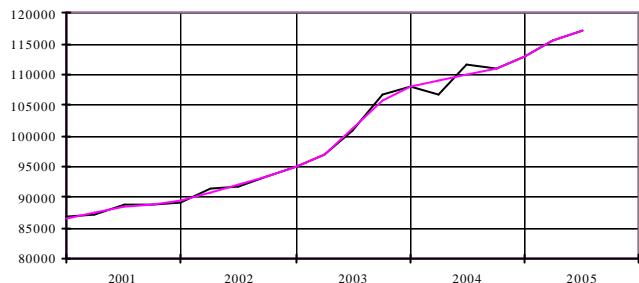


Sources : Service des douanes, ISEE

Le financement des investissements

*Encours bancaires des crédits d'équipement
(toutes zones en millions de F CFP)*

Données CVS — Tendance —

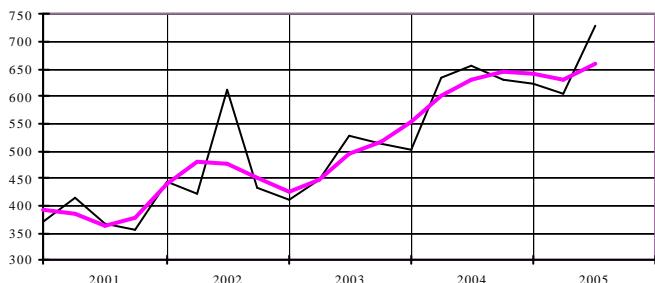


Source : IEOM

Les investissements spécifiques

Immatriculations de véhicules utilitaires (en nombre)

Données brutes — Tendance —



Source : Service des Mines

L'ensemble des indicateurs objectifs témoigne d'une croissance de l'investissement des entreprises sur le second trimestre 2005. Ainsi, les importations de biens d'équipement professionnels s'affichent en hausse par rapport au trimestre précédent (+ 24,9 %) et sont stables par rapport au premier semestre de l'année 2004 en données cumulées (-1,0 %). Les « immatriculations de véhicules utilitaires » sont également en hausse par rapport au premier trimestre 2005 (+ 20,7 %) et par rapport au second trimestre 2004 (+ 3,1 %). Les encours de crédits d'équipement, pour leur part, restent stables par rapport au trimestre précédent (- 0,2 %), mais augmentent de 3,1 % en glissement annuel.

D'après les résultats de la dernière enquête de conjoncture de l'IEOM, les chefs d'entreprises de la plupart des secteurs interrogés prévoiraient d'investir sur les douze mois à venir. Seuls les opérateurs du « commerce de détail » n'envisageraient pas d'investir.

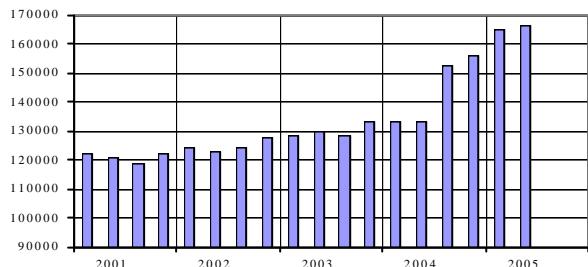
	1er trim.2005 (1)	2e trim.2005 (2)	Variations (2) / (1)	Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variation des cumuls des années 2005 / 2004
INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES						
Importations de biens d'équipement (en millions de F CFP)	4 397	5 490	+ 24,9%			
Encours global des crédits d'équipement (en millions de F CFP) (toutes zones d'émission confondues)	115 629	115 397	- 0,2%			
Immatriculations de véhicules utilitaires (en nombre)	603	728	+ 20,7%			
Sources : Service des Douanes, Service des Mines, ISEE, IEOM						

1-1-3 *Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité des entreprises*

Encours bancaire des crédits à l'ensemble des secteurs¹

(en millions de F CFP)

Données brutes

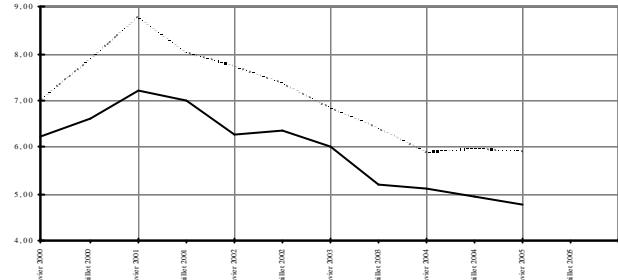


Source : IEOM

Coût du crédit aux entreprises

(Taux moyen pondéré, en %)

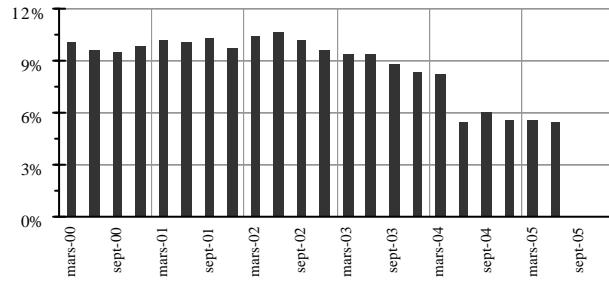
---- Court terme —— Moyen et long terme



Source : IEOM

Ensemble des secteurs

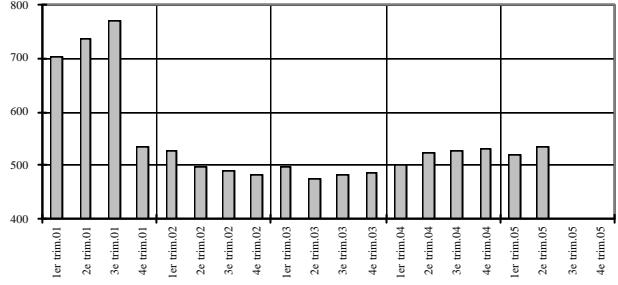
(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

Personnes morales interdites bancaires

(en nombre)

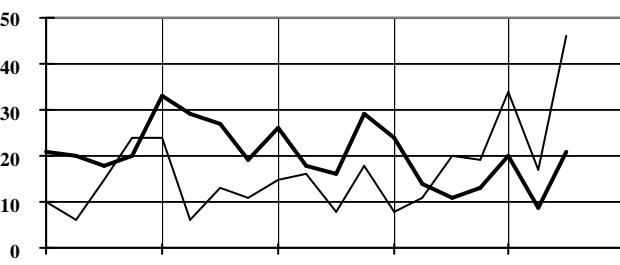


Source : IEOM

Redressements et liquidations judiciaires

(en nombre)

¾ Liquidations judiciaires – Redressements judiciaires



Source : Tribunal Mixte de Commerce

¹ L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

1-1-3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité des entreprises

L'encours des concours bancaires d'après la centralisation des risques de l'IEOM au 30 juin 2005¹ est resté quasiment stable par rapport à l'encours au 31 mars 2005 (+ 1,0 % en données brutes).

La part des créances douteuses brutes s'est légèrement réduite par rapport au trimestre précédent, soit 5,4 % du total des encours au 30 juin 2005 contre 5,6 % au 31 mars 2005.

Le nombre de personnes morales touchées par une interdiction bancaire pour émission de chèques sans provision s'est élevé fin juin 2005 à 535, ce qui constitue une légère augmentation par rapport au trimestre précédent (+ 2,7 %) ainsi qu'en glissement annuel (+ 1,9 %).

D'autre part, au cours du second trimestre 2005 le nombre de redressements et liquidations judiciaires a fortement augmenté par rapport au trimestre précédent (21 contre 9 pour les redressements et 46 contre 17 pour les liquidations) ainsi que par rapport au deuxième trimestre 2004 (11 redressements et 20 liquidations).

	1er trim.2005 (1)	2e trim.2005 (2)	Variations (2) / (1)		Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005/2004
INDICATEURS DE VULNERABILITE							
Personnes morales en interdiction bancaire (<i>en fin de trimestre</i>)	521	535	+ 2,7%		525	535	+ 1,9%
Redressements judiciaires (<i>en nombre</i>)	9	21	+ 133,3%		25	30	+ 20,0%
Liquidations judiciaires (<i>en nombre</i>)	17	46	+ 170,6%		31	63	+ 103,2%

Sources : Tribunal Mixte de Commerce, IEOM

	mars-05	juin-05	Variation		juin-04	juin-05	Variation
CONDITIONS DE FINANCEMENT							
Encours des crédits tous secteurs confondus (<i>en millions de F CFP</i>)	164 969	166 564	+ 1,0%		133 533	166 564	+ 24,7%
Source : IEOM							
INDICATEURS DE VULNERABILITE	mars-05	juin-05	Variation		juin-04	juin-05	Variation
Ratio créances douteuses brutes/total des crédits (<i>en %</i>)	5,6%	5,4%	- 0,2 pt		5,4%	5,4%	+ 0,0 pts

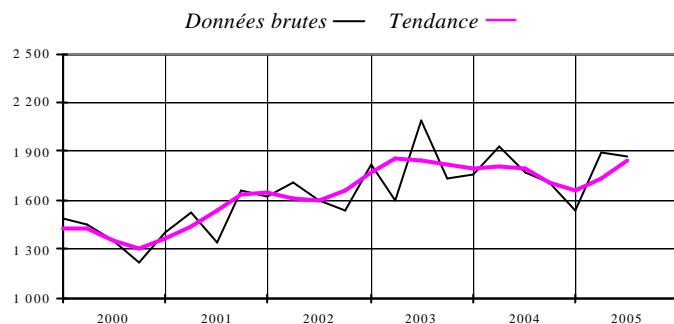
Sources : IEOM

¹ L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

1-2 Les ménages

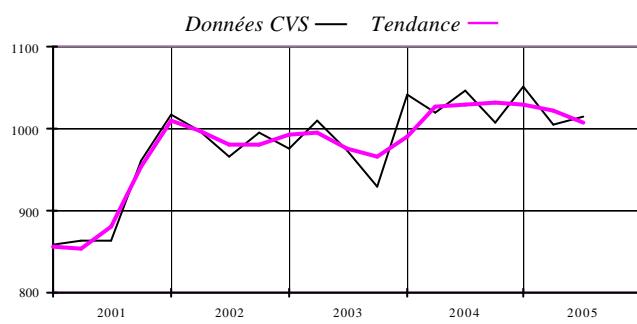
1-2-1 L'évolution de la consommation des ménages

Immatriculations de voitures particulières (en nombre)



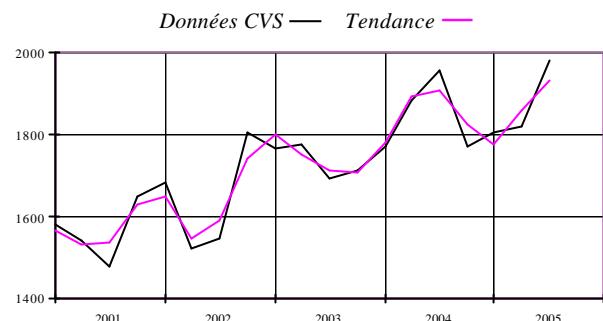
Source : Service des Mines

Importations d'articles d'habillement et chaussures (en millions de F CFP)



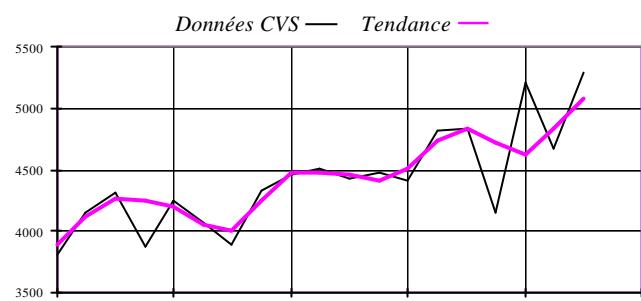
Sources : Service des Douanes, ISEE

Importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison (en millions de F CFP)



Sources : Service des Douanes, ISEE

Importations de produits alimentaires, boissons et tabac (en millions de F CFP)



Sources : Service des Douanes, ISEE

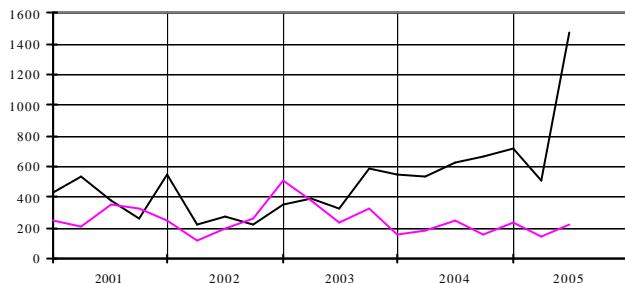
Les indicateurs principaux relatifs à la consommation des ménages progressent sur le deuxième trimestre 2005. Ainsi, les « importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison », les « importations d'articles d'habillement et chaussures » et les « importations de produits alimentaires, boissons et tabac » augmentent respectivement de 36,8 %, 41,6 % et 15,2 % par rapport au trimestre précédent. Seules les « immatriculations de voitures particulières » reculent légèrement de 1,5 % par rapport à mars 2005. Les encours de crédits de trésorerie des ménages, pour leur part, augmentent légèrement par rapport au trimestre précédent (+1,0 %) et en glissement annuel (+2,1 %).

	1er trim.2005 (1)	2e trim.2005 (2)	Variations (2) / (1)	Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005/2004
CONSOMMATION DES MENAGES						
Importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison (en millions de F CFP)	1 554	2 126	+ 36,8%			
Immatriculations de voitures particulières (en nombre)	1 891	1 863	- 1,5%			
Importations d'articles d'habillement (en millions de F CFP)	903	1 279	+ 41,6%			
Importations de produits alimentaires (en millions de F CFP)	4 458	5 137	+ 15,2%			
Encours bancaires des crédits de trésorerie des ménages (en millions de F CFP)	37 139	37 524	+ 1,0%			
Sources : Service des Douanes, Service des Mines, ISEE, IEOM				3 681	3 680	- 0,0%
				3 707	3 754	+ 1,3%
				2 231	2 182	- 2,2%
				9 281	9 596	+ 3,4%
				36 736	37 524	+ 2,1%

1-2-2 L'investissement immobilier des ménages

Nombre de logements individuels autorisés et achevés (en nombre)

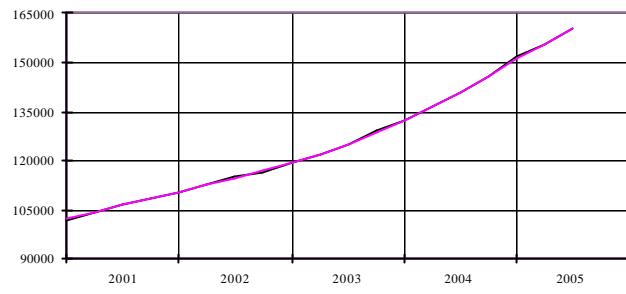
Logements autorisés (données brutes) —
Logements achevés (données brutes) —



Sources : Direction de l'équipement de la Province Sud
et Direction de l'Aménagement de la Province Nord

Encours bancaires des crédits à l'habitat (Ménages)

(en millions de F CFP)
données CVS —
tendance —



Source : IEOM

La majorité des indicateurs relatifs à l'investissement immobilier des ménages, s'affiche en hausse au cours du second trimestre 2005. En effet, plusieurs permis de construire dans l'habitat collectif du domaine privé ont été déposés au cours de la période écoulée (notamment un ensemble d'immeubles de 400 logements dans le quartier de Sainte-Marie et la construction des deux tours de seize étages comprenant 160 logements à l'entrée de la ville de Nouméa) engendrant un nombre de logements autorisés qui a presque triplé par rapport au trimestre précédent (1 480 en juin 2005 contre 504 en mars 2005). Le nombre de logements achevés a également fortement augmenté par rapport au trimestre précédent (+ 56,3 %). Enfin, l'encours bancaire de crédits à l'habitat accordés aux ménages¹ par les établissements bancaires poursuit sa croissance (+ 2,5 % par rapport au trimestre précédent et + 14,1 % par rapport au second trimestre 2004).

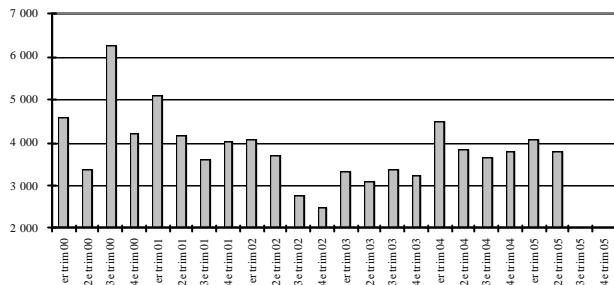
INVESTISSEMENT IMMOBILIER DES MENAGES		1er trim.2005 (1)	2e trim.2005 (2)	Variations (2) / (1)	Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005/2004
Logements individuels achevés en Province Sud et en Province Nord (en nombre)		144	225	+ 56,3%	428	369	- 13,8%
Logements individuels autorisés en Province Sud et en Province Nord (en nombre)		504	1 480	+ 193,7%	1 164	1 984	+ 70,4%
Encours bancaires des crédits à l'habitat (ménages + non résidents toutes zones en millions de F CFP)		155 839	159 809	+ 2,5%	140 075	159 809	+ 14,1%

Sources : ISEE, IEOM

¹ L'encours des crédits à l'habitat des ménages comprend l'encours à l'habitat de la clientèle non résidente, principalement constituée de particuliers.

1-2-3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages

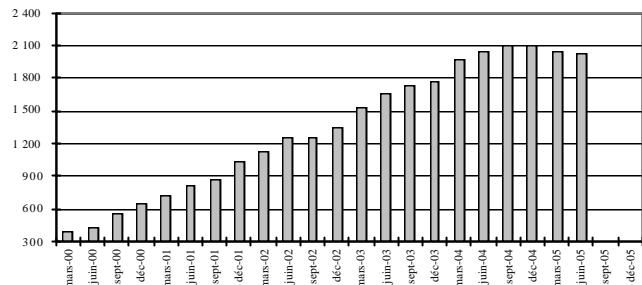
Incidents de paiement sur chèques (en nombre)



Source : IEOM

Décisions de retraits de cartes bancaires

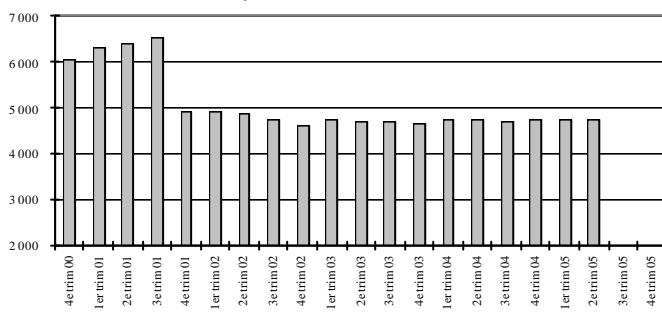
stock en fin de trimestre (en nombre)



Source : IEOM

Personnes physiques interdites bancaires

stock en fin de trimestre (en nombre)



Source : IEOM

Sur le second trimestre 2005, les principaux indicateurs signalent une amélioration de la vulnérabilité de la trésorerie des ménages en glissement trimestriel et annuel.

Ainsi, les décisions de retraits de cartes bancaires et les incidents de paiement sur chèques se sont réduits respectivement de 11,7 % et 6,8 % par rapport au trimestre précédent et de 22,6 % et 54,5 % par rapport à juin 2004 en données cumulées. D'autre part, le nombre de personnes physiques en interdit bancaire s'est maintenu à 4 750 en juin 2005 (+ 0,2 % par rapport au trimestre précédent et + 0,1 % en glissement annuel).

1er trim.2005 (1)	2e trim.2005 (2)	Variations (2) / (1)
----------------------	---------------------	-------------------------

Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005/2004
--------------------------	--------------------------	---

INDICATEURS DE VULNERABILITÉ

Personnes physiques en interdiction bancaire (en fin de trimestre)
Décisions de retrait de cartes bancaires (en nombre)
Incidents de paiement sur chèques (en nombre)

4 739
282
4 069

4 750
249
3 794

+ 0,2%
- 11,7%
- 6,8%

4 743
686
8 340

4 750
531
3 794

+ 0,1%
- 22,6%
- 54,5%

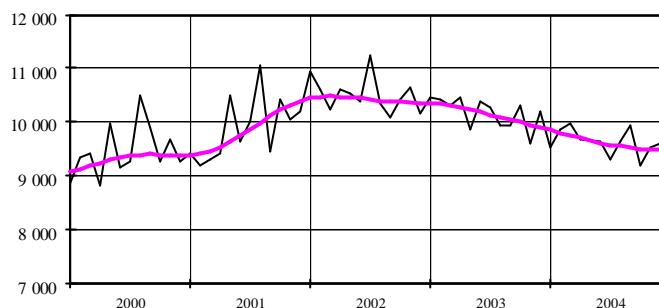
Source : IEOM

1-3 Les indicateurs macro-économiques

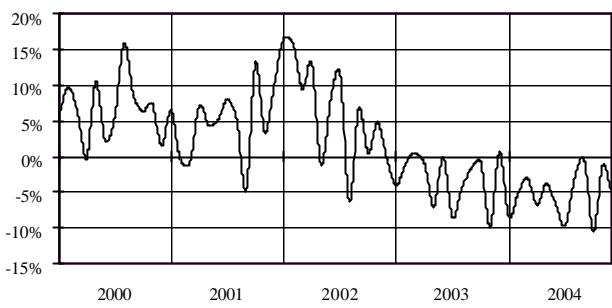
L'emploi

Demandes d'emploi en fin de mois (stock)

Demandes enregistrées en fin de mois
Données CVS — Tendance —



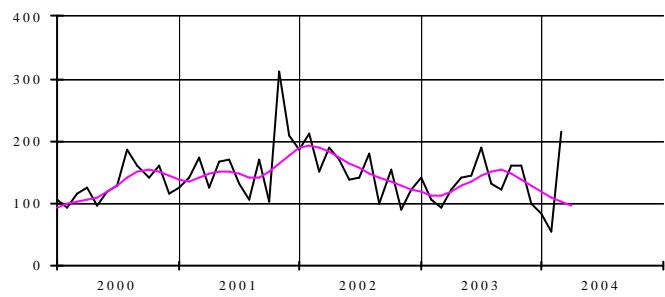
Variations mensuelles brutes en glissement annuel



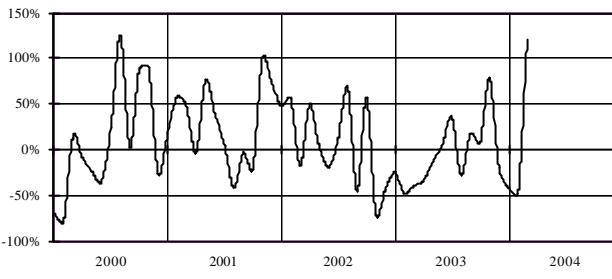
Source : Agence pour l'emploi

Offres d'emploi en fin de mois (stock)

Offres enregistrées en fin de mois
Données CVS — Tendance —



Variations mensuelles en glissement annuel (en %)

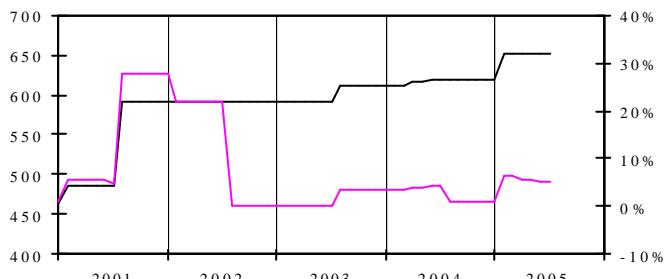


Source : Agence pour l'emploi

Les salaires

Salaire minimum garanti horaire (en F CFP)

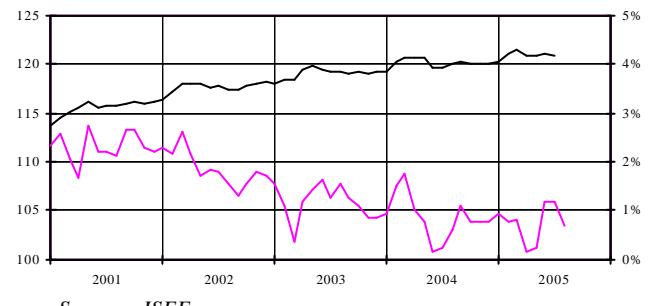
Données brutes — Glissement annuel (en %) —



Les prix

Indice des prix à la consommation

Données brutes (en indice) — Glissement annuel (en %) —



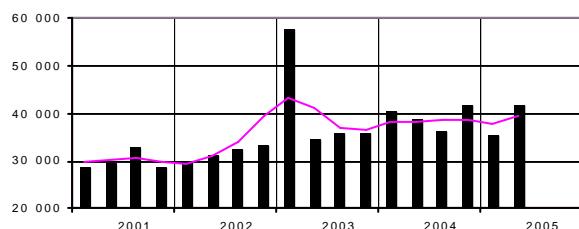
Source : Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie

Source : ISEE

Le commerce extérieur

Importations (en milliards de F CFP)

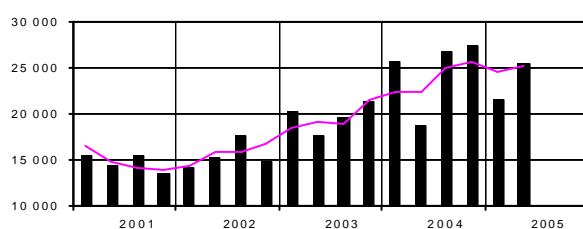
Données brutes ■ Tendance —



Source : Service des Douanes-ISEE

Exportations (en milliards de F CFP)

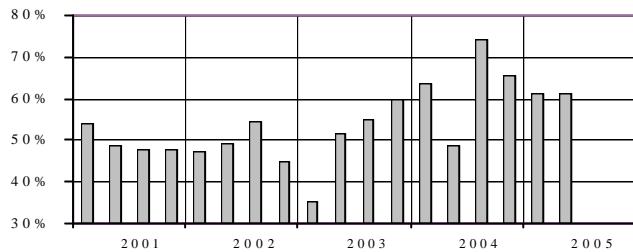
Données brutes ■ Tendance —



Source : Service des Douanes-ISEE

1-3 Les indicateurs macro-économiques

Taux de couverture trimestriel des importations par les exportations (en %)



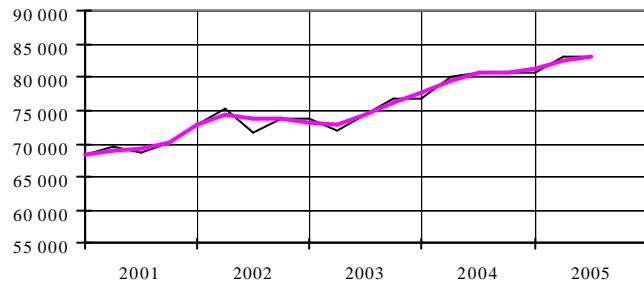
Source : Service des Douanes-ISEE

L'énergie

Ventes d'électricité basse tension

(en milliers de kWh)

Données CVS —
Tendance —

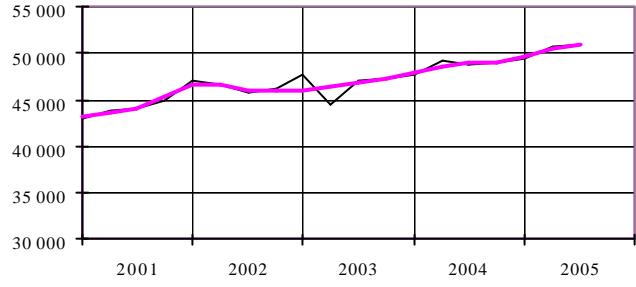


Sources : EEC - ENERCAL

Ventes d'électricité moyenne tension

(en milliers de kWh)

Données CVS —
Tendance —



Sources : EEC - ENERCAL

Les dernières statistiques disponibles concernant les demandes d'emploi sont celles du mois de décembre 2004. Ainsi, le nombre de demandeurs d'emploi s'est réduit de 5,3 % entre décembre 2003 et décembre 2004 à 7 842 personnes. Les offres d'emploi sont toujours indisponibles depuis mars 2004 en raison de la mise en place d'un nouveau logiciel pour le traitement statistique.

Les prix sont stables + 0,08 % entre mars et juin 2005 et progressent de 0,2 % sur 12 mois. Le SMG a été porté à 110 000 F CFP mensuel en janvier 2005 (JONC n° 7843 du 18 janvier 2005), soit une progression de 5,7 % en un an. Il s'est maintenu à ce niveau depuis le début de l'année.

Le taux de couverture des importations par les exportations est resté stable sur le second trimestre 2005 par rapport à mars 2005 à 61,1 % (- 0,2 point). Cependant, entre le premier semestre 2004 et le premier semestre 2005, il s'est amélioré (+ 5,0 points). Les exportations représentent ainsi 25,6 milliards de F CFP sur le deuxième trimestre 2005, soit une hausse de 18,0 % par rapport au trimestre précédent. Dans le détail, les exportations de minerai et de produits métallurgiques qui représentent 90,5 % de la valeur totale des exportations cumulées à juin 2005, sont en hausse respectivement de 21,3 % et 16,5 % par rapport au trimestre précédent.

Les importations en valeur ont augmenté dans les mêmes proportions sur le second trimestre 2005 (+ 18,3 % par rapport à mars 2005) pour atteindre 41,9 milliards de F CFP.

Sur le deuxième trimestre 2005, les ventes d'électricité basse tension et moyenne tension sont traditionnellement en diminution par rapport au trimestre précédent (- 7,6 % et - 10,5 %).

Nota : Les différences observées entre les valeurs brutes indiquées dans les tableaux et les données graphiques résultent de l'incidence des variations saisonnières.

	<i>Mars-05 (2)</i>	<i>Juin-05 (2)</i>	<i>Variation (2) / (1)</i>	<i>Variation sur 12 mois</i>	<i>Variation depuis le début de l'année</i>	
	mars-04	mai-04	juin-04	janv.05	juin.05	
	1er trim.2005 (1)	2e trim.2005 (2)	Variations (2)/(1)	Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005/2004
PRIX (Source : ISEE)*						
Indice des prix à la consommation (basse 100 : décembre 1992)	120,9	121,0	0,08%	+ 0,2%	+ 0,5%	
LE SALAIRE MINIMUM GARANTI (Source : JONC)						
Salaire horaire minimum garanti (en F CFP)	615,51	618,59	618,59	650,89	650,89	
L'EMPLOI (Source : Agence pour l'emploi)						
Statistiques de stock (en fin de mois)						
Demandes d'emploi	nd	nd	ns	////////	////////	////////
Offres d'emploi	nd	nd	ns	////////	////////	////////
Statistiques de flux (au cours du mois)						
Nouveaux demandeurs d'emplois enregistrés	nd	nd	ns	nd	nd	ns
Offres d'emploi nouvelles enregistrées	nd	nd	ns	nd	nd	ns
Demandes d'emplois sorties	nd	nd	ns	nd	nd	ns
Offres d'emplois sorties	nd	nd	ns	nd	nd	ns
dont placement A.P.E.	nd	nd	ns	nd	nd	ns
COMMERCE EXTERIEUR (Sources : Sce des Douanes - ISEE)						
Importations (p)						
En valeur (en millions de F CFP)	35 366	41 850	18,3%	78 923	77 216	-2,2%
En volume (en tonnes)	349 200	368 500	5,5%	702 700	737 000	4,9%
Exportations (p)						
En valeur (en millions de F CFP)	21 673	25 566	18,0%	44 363	47 239	6,5%
En volume (en tonnes)	706 000	981 000	39,0%	1 743 000	1 962 000	12,6%
Taux de couverture des importations par les exportations en valeur	61,3%	61,1%	- 0,2 pts	56,2%	61,2%	+ 5,0 pts
ENERGIE (Sources : ENERCAL - EEC)						
Electricité produite (en millions de kWh)						
D'origine hydraulique	483	473	-2,1%	1 396	956	-31,5%
D'origine thermique	120	121	0,8%	615	241	-60,8%
	363	352	-3,0%	781	715	-8,5%
Electricité consommée (en millions de kWh)						
Distribution S.L.N.	468	468	0,0%	760	936	23,2%
Distribution E.E.C.	326	333	2,1%	493	659	33,7%
Distribution ENERCAL	107	101	-5,6%	187	208	11,2%
	35	34	-2,9%	80	69	-13,8%
Ventes d'électricité (en millions de kWh)						
Basse tension	92	85	-7,6%	168	177	5,4%
Moyenne tension	57	51	-10,5%	102	108	5,9%

* Les indices sont arrondis. Leurs variations et rythmes annuels le sont également, mais sont toutefois calculés sur les valeurs exactes (avant arrondis)

(p) Données provisoires pour l'année 2005

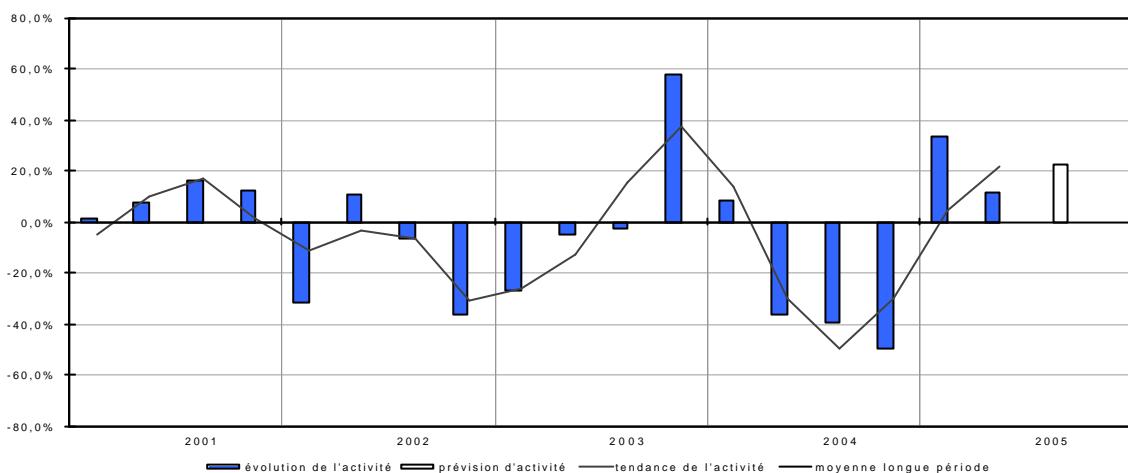
nd : non disponible

2-Analyse sectorielle

2-1 Agriculture, élevage, pêche et aquaculture

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur « Agriculture, élevage, pêche et aquaculture »¹ au 30 juin 2005

TRESORERIE CHARGES ACTIVITE



Augmentation

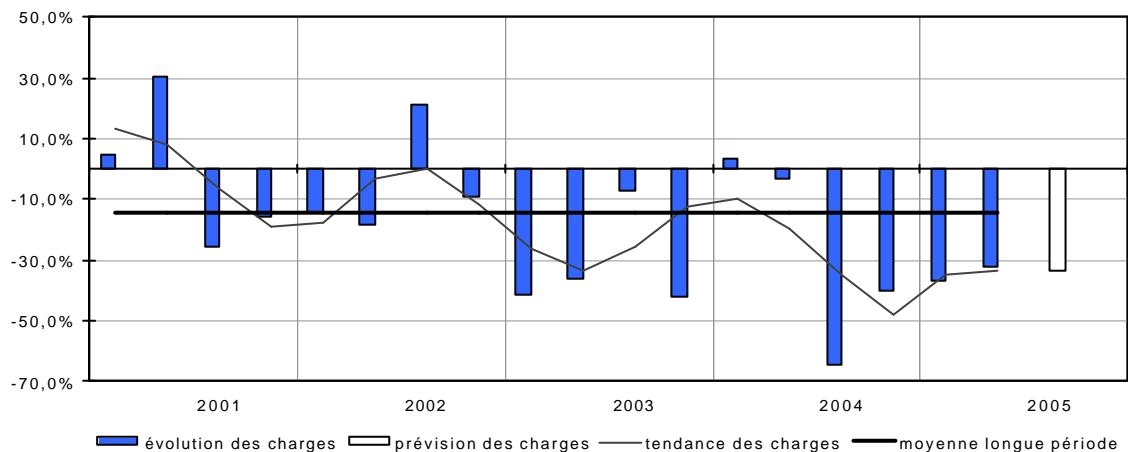
Diminution

Amélioration

Dégradation

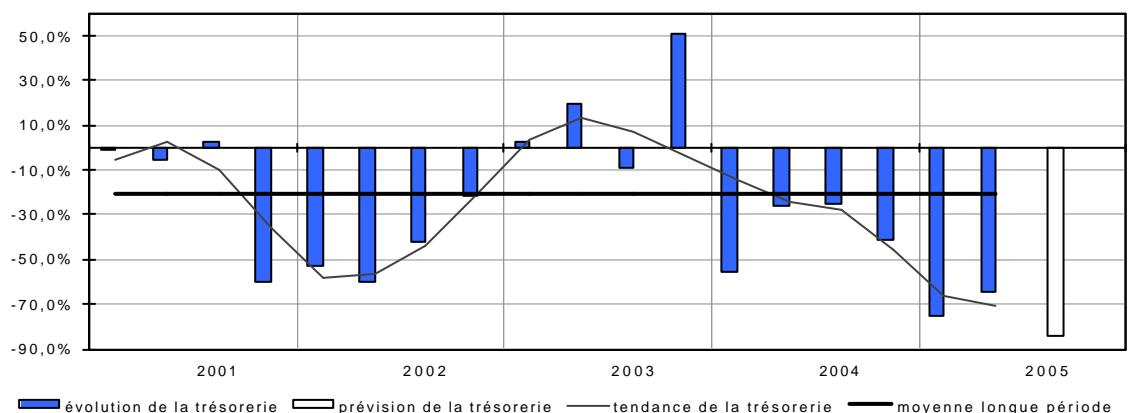
Amélioration

Dégradation



Amélioration

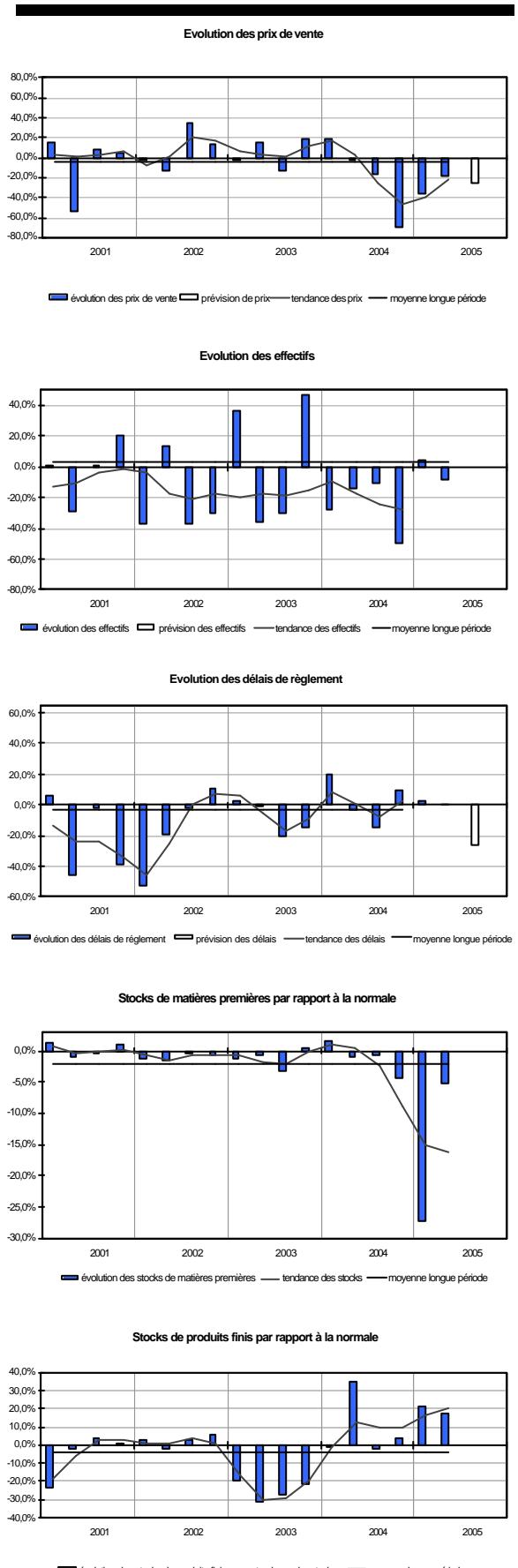
Dégradation



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 19 entreprises (192 salariés) du secteur « agriculture, élevage, pêche et aquaculture » pour 14 réponses (177 salariés).

2.1-Agriculture, élevage, pêche et aquaculture



↑ Augmentation
↓ Diminution
↑ Augmentation
↓ Diminution
↑ Amélioration
↓ Dégradation
↑ Supérieurs
↓ Inférieurs
↑ Supérieurs
↓ Inférieurs

Selon les professionnels du secteur interrogés, l'activité aurait poursuivi son amélioration au cours du second trimestre 2005, en particulier dans le secteur de l'aquaculture.

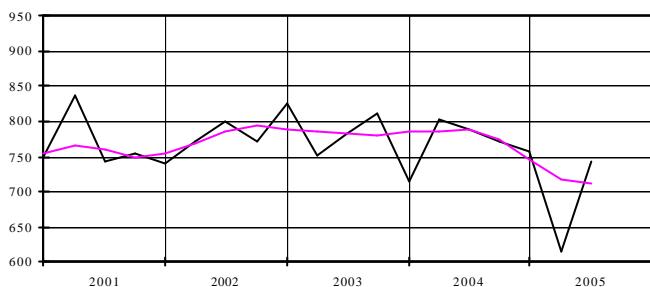
Les charges d'exploitation auraient continué à se dégrader malgré une légère réduction des effectifs au cours du trimestre écoulé. Les situations de trésorerie auraient également poursuivi leur dégradation dans un contexte de réduction des prix de vente et de stabilité des délais de règlement.

Concernant les perspectives pour le troisième trimestre 2005, les chefs d'entreprises du secteur prévoiraient une nouvelle hausse de l'activité. Dans un contexte de stabilisation des effectifs et de croissance de l'activité prévue, les charges d'exploitation poursuivraient leur dégradation. De même, les situations de trésorerie continueraient à se dégrader sur le troisième trimestre 2005, face à un allongement des délais de règlement et une baisse des prix de vente.

La filière bovine

Abattages de viande bovine (en tonnes)

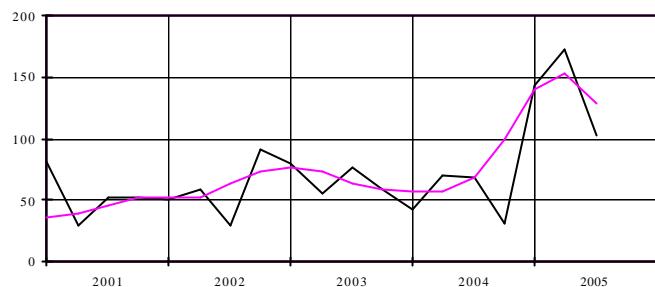
Données CVS — Tendance —



Source : OCEF

Importations de viande bovine (en tonnes)

Données CVS — Tendance —



Source : Service des Douanes

La filière porcine

Abattages de viande porcine (en tonnes)

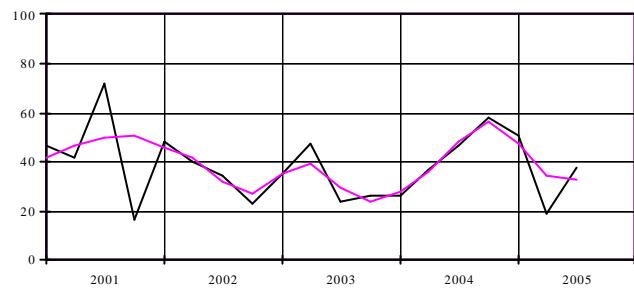
Données CVS — Tendance —



Source : OCEF

Importations de viande porcine (en tonnes)

Données CVS — Tendance —



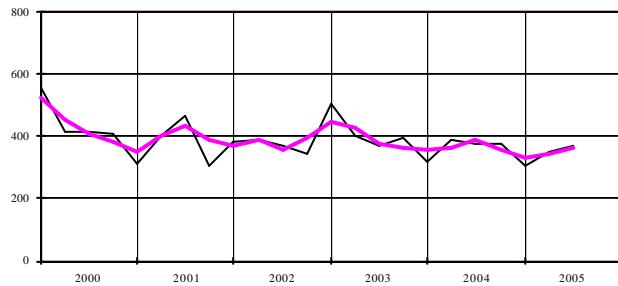
Source : Service des Douanes

La filière aquacole

Ventes de crevettes (en tonnes)

Ventes locales et exportations

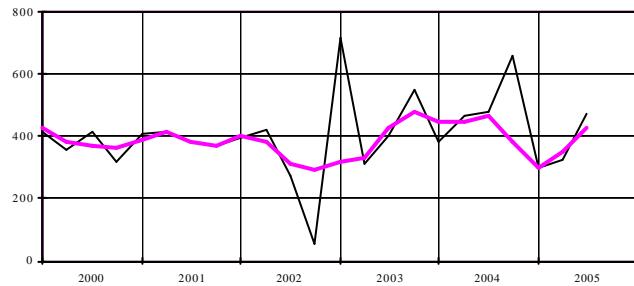
Données CVS — Tendance —



Source : SOPAC

Production de crevettes (en tonnes)

Données CVS — Tendance —



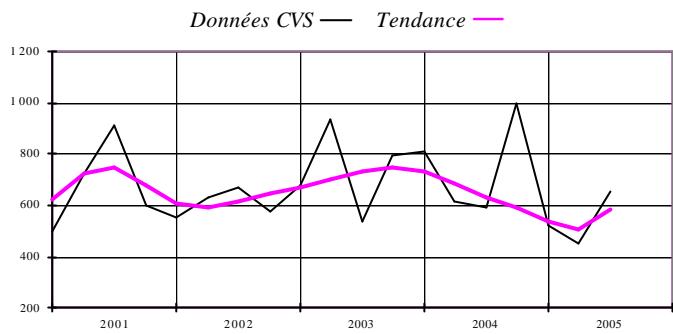
Source : SOPAC

Les importations de viande bovine en tonnes reculent de 44,8 %, alors que les importations de viande porcine progressent de 45,8 % en volume sur le deuxième trimestre 2005. En parallèle, les abattages de viande augmentent de 8,8 % pour la viande bovine et de 8,6 % pour la viande porcine par rapport au trimestre précédent. D'autre part, la production de crevettes a doublé entre le premier et le deuxième trimestre 2005 en raison de la saisonnalité de l'activité (reprise de la saison). En parallèle, les ventes de crevettes ont augmenté de 63,4 % par rapport au premier trimestre 2005.

2.1-Agriculture, élevage, pêche et aquaculture

La filière pêche

Exportations de poissons, crustacés et mollusques (en tonnes)



Source : Service des Douanes

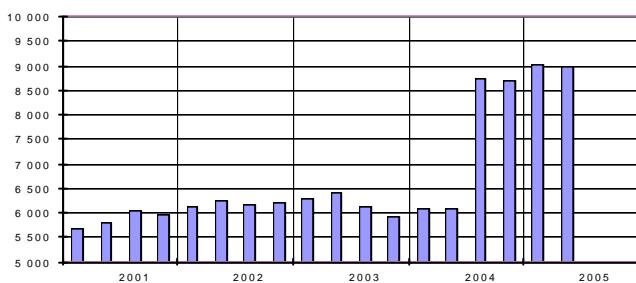
Secteur « Agriculture, élevage, pêche et aquaculture »¹

(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

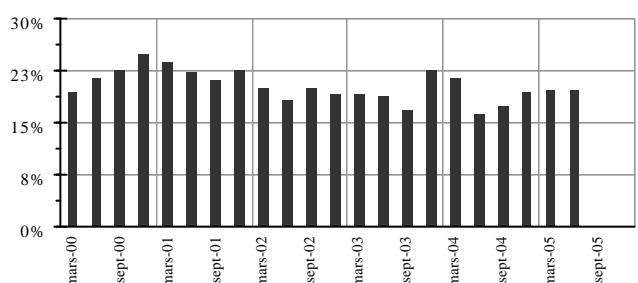
Secteur « Agriculture, pêche, élevage et aquaculture »

(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)

Données Brutes



Source : IEOM



Source : IEOM

1er trim.2005 (1)	2e trim.2005 (2)	Variations (2) / (1)
----------------------	---------------------	-------------------------

Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005/2004
--------------------------	--------------------------	---

ELEVAGE (Sources : ISEE - OCEF)

Abattages contrôlés (en tonnes)

Viande bovine	580	631	+ 8,8%
Viande porcine	266	289	+ 8,6%

Importations de viandes

Viande bovine	192	106	- 44,8%
. en tonnes	105	75	- 28,6%
. en millions de F CFP			
Viande porcine	24	35	+ 45,8%
. en tonnes	11	11	+ 0,0%
. en millions de F CFP			

AQUACULTURE (Source : SOPAC)

Production de crevettes (en tonnes)	451	915	+ 102,9%
Ventes de crevettes (en tonnes)	273	446	+ 63,4%

PÊCHE (Source : Service des Douanes)

Exportations de poissons, crustacés et mollusques	504	860	+ 70,6%
. en tonnes	578	1 028	+ 77,9%
. en millions de F CFP			

CONDITIONS DE FINANCEMENT

	mars-05	juin-05	Variation
Encours bancaires des crédits du secteur	8 956	8 968	+ 0,1%

juin- 04	juin- 05	Variation
6 101	8 968	+ 47,0%

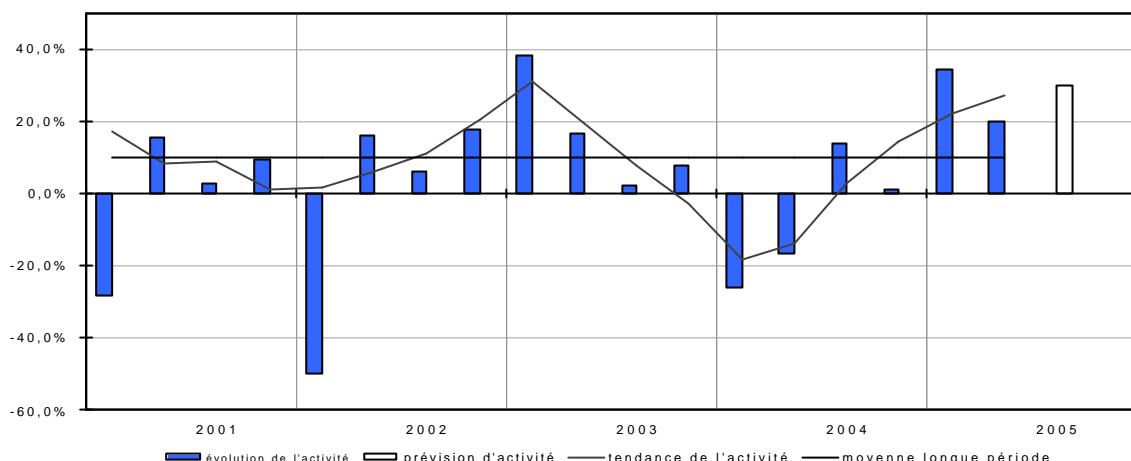
Sources : Service des Douanes, Service des Mines, ISEE, IEOM

¹ L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

2-2 Industries agro-alimentaires

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur des industries « Agro-alimentaires »¹ au 30 juin 2005

TRESCOREIE CHARGES ACTIVITE

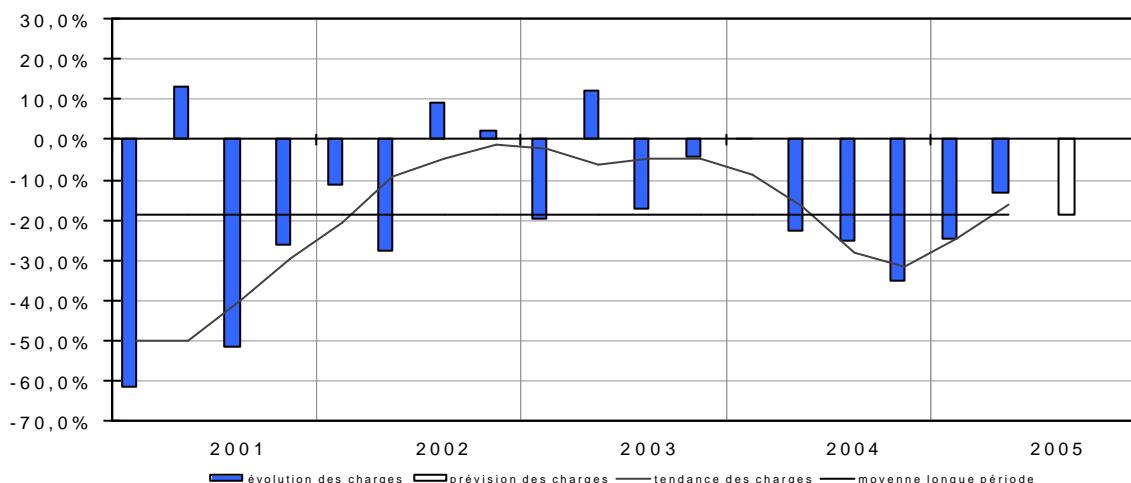


Augmentation

Diminution

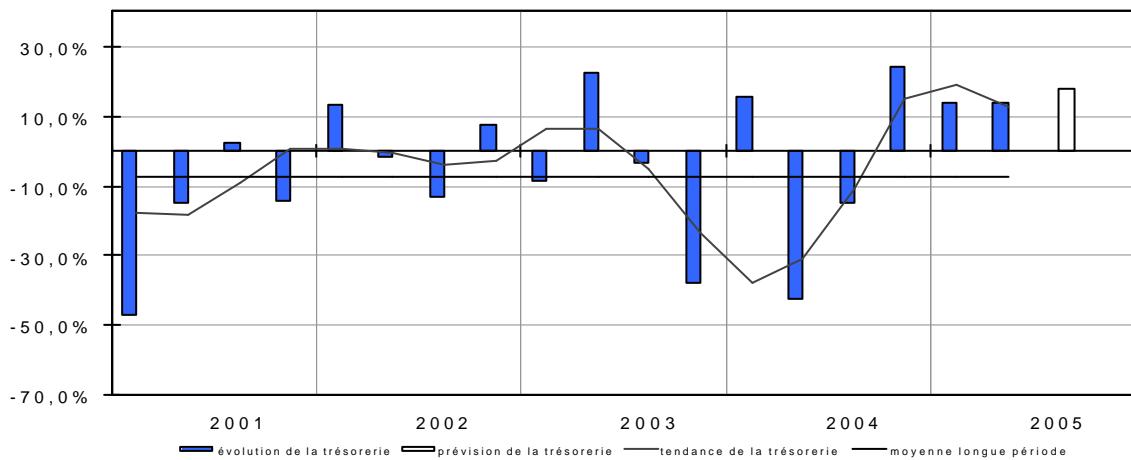
Amélioration

Dégradation



Amélioration

Dégradation

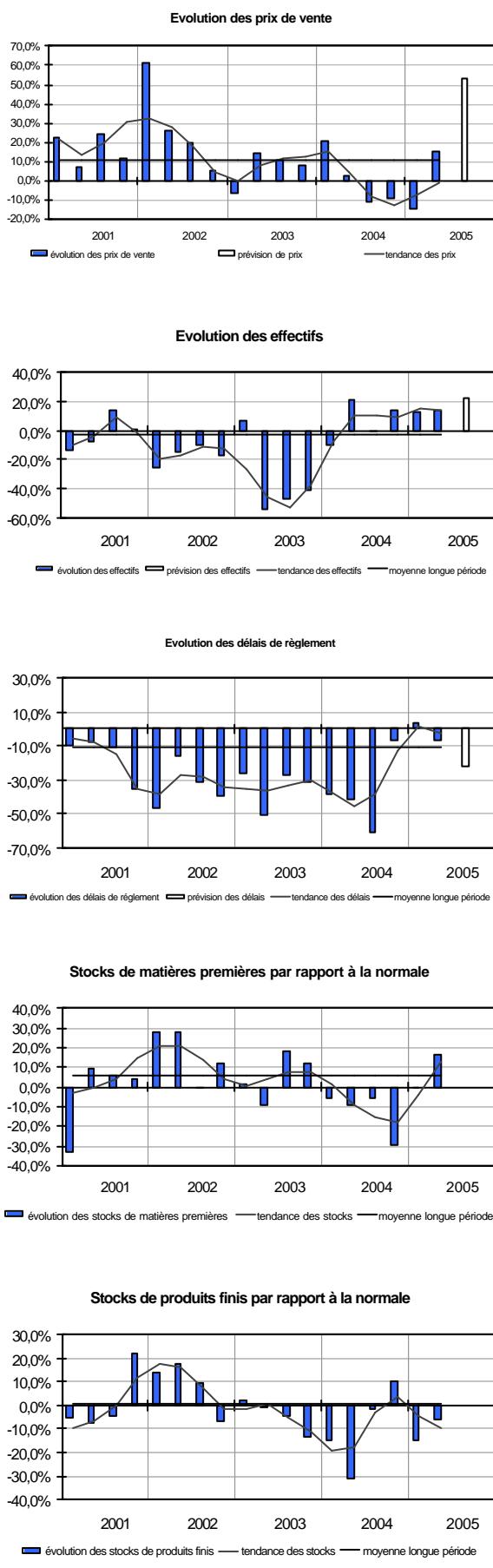


Dégradation

Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

¹L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 14 entreprises (582 salariés) du secteur agro-alimentaire pour 11 réponses (471 salariés).

2.2-*Industries agro-alimentaires*



Augmentation
Diminution
Augmentation
Diminution
Amélioration
Dégradation
Supérieurs
Inférieurs
Supérieurs
Inférieurs

Conformément aux prévisions formulées lors du trimestre précédent, les chefs d'entreprises du secteur agro-alimentaire affichent un avis globalement positif sur l'activité au cours du second trimestre 2005. Cet avis est principalement reflété par les dirigeants de l'industrie des viandes et du poisson.

Les charges d'exploitation se seraient légèrement dégradées face à une hausse des effectifs. Les situations de trésorerie se seraient améliorées sous l'effet d'une augmentation des prix de vente et d'une stabilisation des délais de règlement de la clientèle.

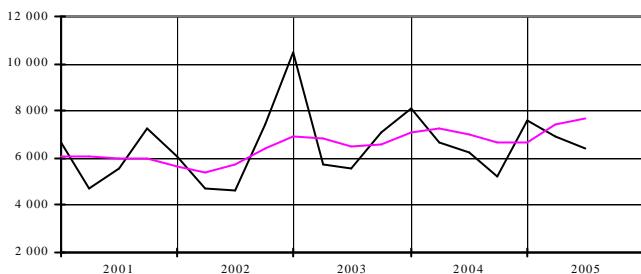
Les stocks de matières premières seraient jugés supérieurs à la normale sur le deuxième trimestre 2005, tandis que les stocks de produits finis seraient quant à eux inférieurs à la normale.

Concernant les perspectives, les chefs d'entreprises interrogés prévoiraient un développement de l'activité pour le troisième trimestre 2005. Sous l'effet de la hausse conjuguée de l'activité et des effectifs, les charges s'alourdiraient. D'autre part, les situations de trésorerie poursuivraient leur amélioration grâce à une forte augmentation des prix de vente prévue sur le troisième trimestre 2005. Les délais de règlement pour leur part, devraient s'allonger.

2.2-*Industries agro-alimentaires*

Imports de céréales (en tonnes) (y compris alimentation animale)

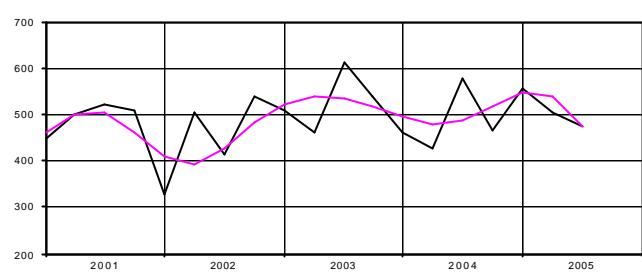
Données Brutes — Tendance —



Sources : Services des Douanes, ISEE

Imports de lait en poudre (en tonnes)

Données brutes — Tendance —



Sources : Services des Douanes, ISEE

1er trim.2005 (1)	2e trim.2005 (2)	Variations (2) / (1)
7 586	6 947	- 8,4%
557	502	- 9,9%

Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005 / 2004
12 927	14 532	+ 12,4%
1 001	1 059	+ 5,8%

INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES

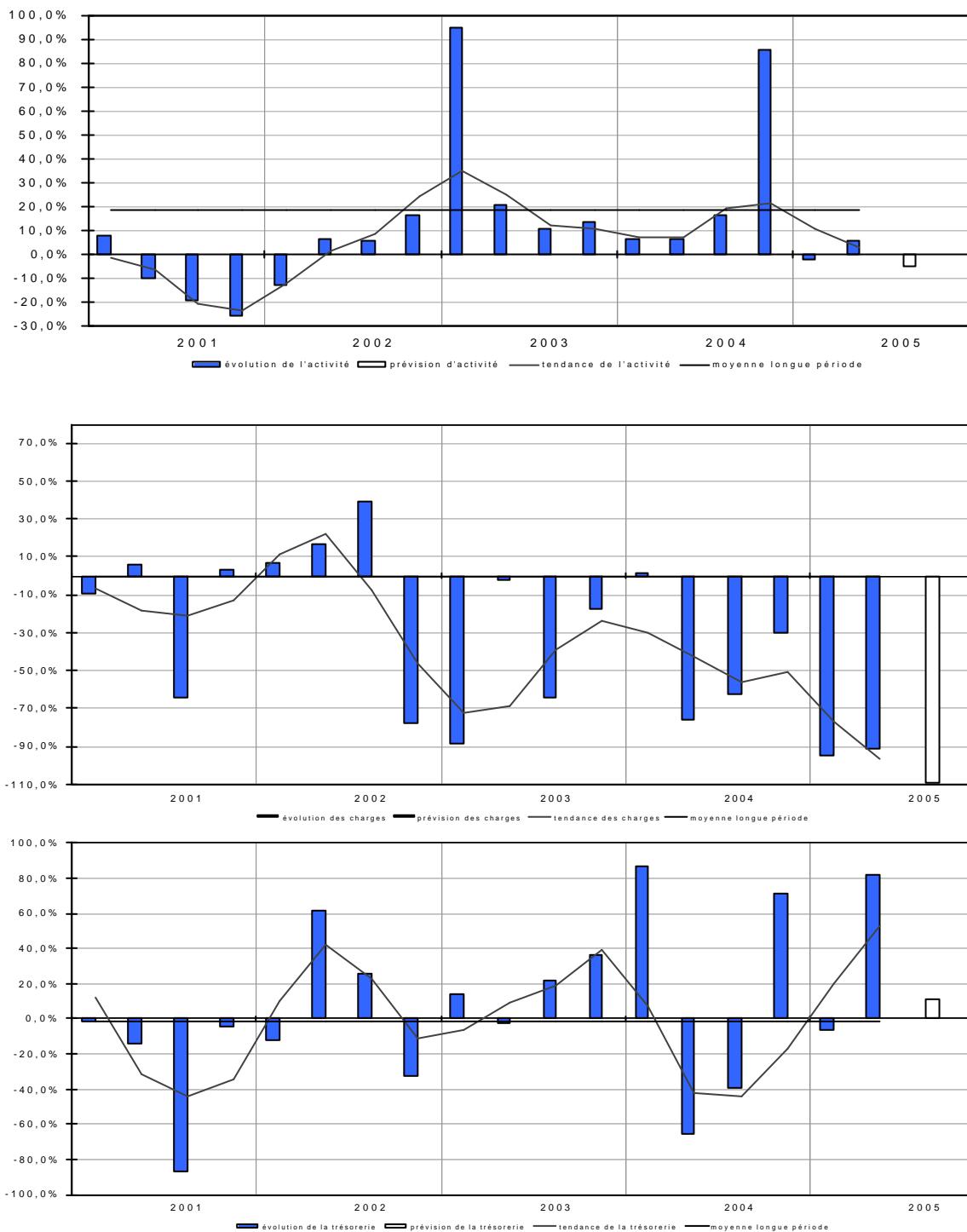
Céréales (en tonnes)
Lait en poudre (en tonnes)

Sources : Service des Douanes, ISEE

2-3 Industries minières et métallurgiques

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise des « Mines et de la métallurgie »¹ au 30 juin 2005

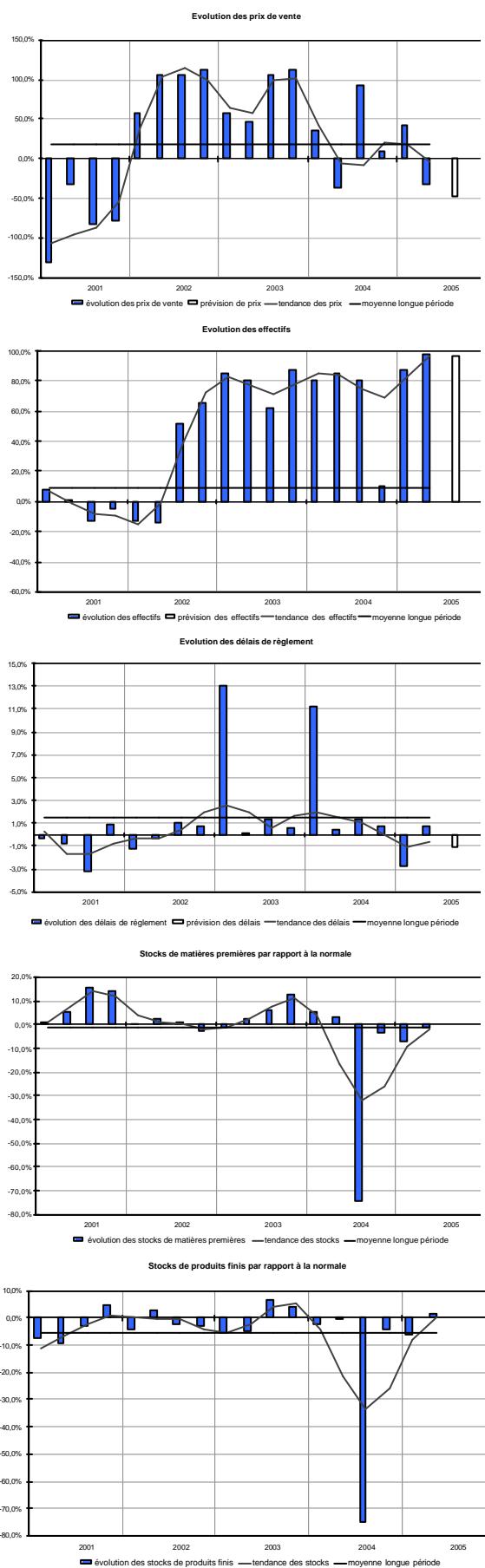
ACTIVITE CHARGES TRESORERIE



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 12 entreprises (3 077 salariés) des « mines et de la métallurgie » pour 7 réponses (2 432 salariés).

2.3-Industries minières et métallurgiques



↑ Augmentation
↓ Diminution
↑ Augmentation
↓ Diminution
↑ Amélioration
↓ Dégradation
↑ Supérieurs
↓ Inférieurs
↑ Augmentation
↓ Diminution

Conformément aux prévisions optimistes formulées lors de la dernière enquête par les dirigeants du secteur, l'activité s'est redressée au cours du deuxième trimestre 2005. Ce constat est notamment corroboré par l'augmentation de l'extraction du nickel entre le premier et le deuxième trimestre 2005 (+ 27,8 %) alors que la production de métal s'est stabilisée sur la même période (+ 0,2 %). Par ailleurs, entre le premier semestre 2004 et le premier semestre 2005, la production minière en volume a légèrement diminué avec - 3,1 % (données cumulées) alors que la production de métal a enregistré une augmentation de 27,0 % entre juin 2004 et juin 2005. Il convient de rappeler qu'en 2004, la baisse de production de métal était liée aux travaux de remplacement de l'un des fours de l'usine de Doniambo entre mars et juin.

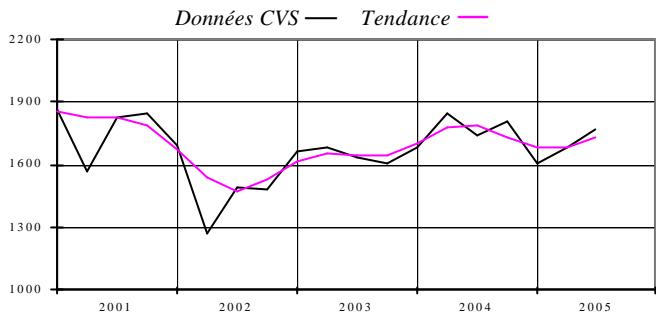
Les effectifs auraient continué à augmenter contribuant à l'alourdissement des charges. Les situations de trésorerie se seraient fortement améliorées en liaison avec une amélioration des délais de règlement de la clientèle.

Les stocks de matières premières seraient jugés corrects. Les stocks de produits finis seraient quant à eux proches de la normale, selon les chefs d'entreprises interrogés.

L'opinion des chefs d'entreprises sur leur activité du troisième trimestre est contrastée puisqu'ils anticipent en majorité une stabilisation de l'activité au rythme actuel, quelques chefs d'entreprises étant pessimistes en raison de problèmes sociaux.

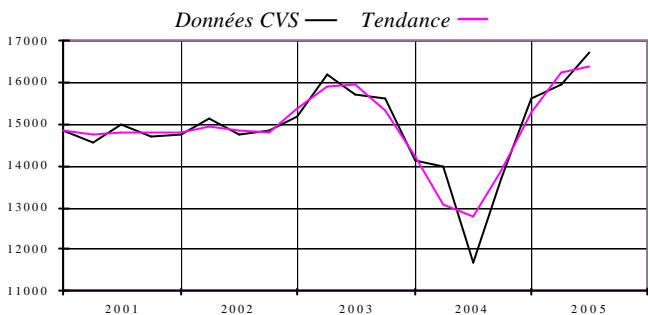
2.3-Industries minières et métallurgiques

Production de produits miniers (en milliers de tonnes)



Source : Service des Mines

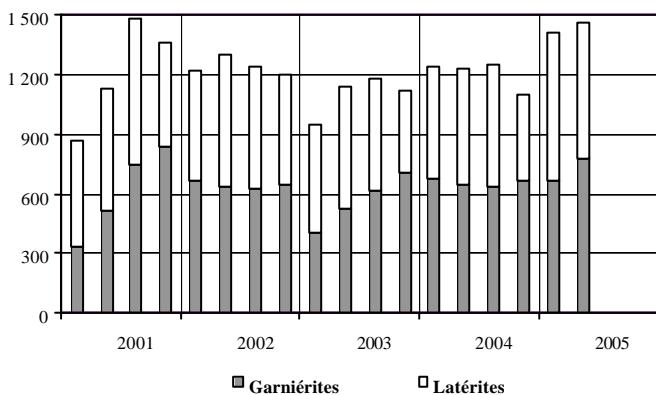
Production de produits métallurgiques (en tonnes)



Source : Service des Mines

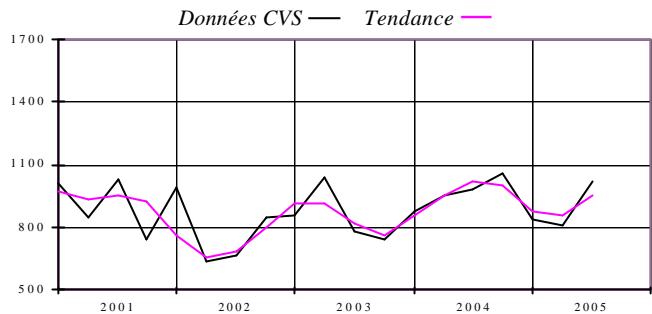
Stock de minerai en bord de mer

(en milliers de tonnes humides, fin de trimestre)



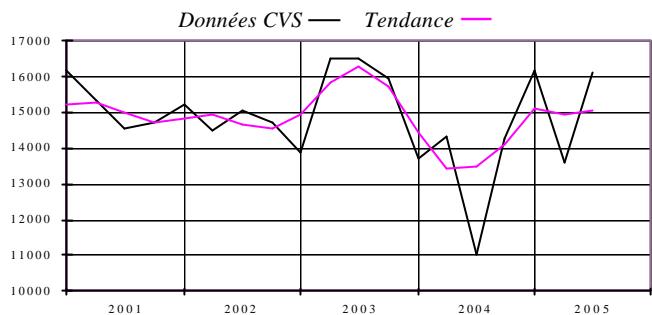
Source : Service des Mines

Exportations de produits miniers (en milliers de tonnes)



Source : Service des Mines

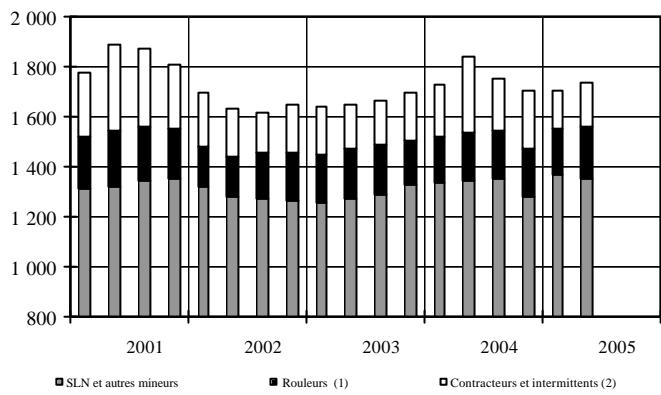
Exportations de produits métallurgiques (en tonnes)



Source : Service des Mines

Emploi sur mines

(en nombre)



Source : Service des Mines

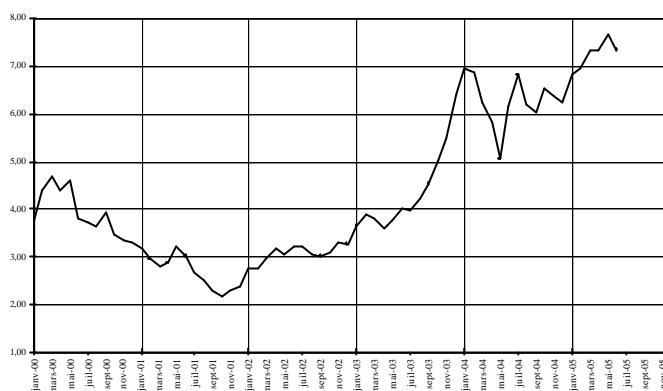
1 Nombre de véhicules 2 Sous-traitants effectuant des prestations de transport terrestre de tous types (transport de personnel, de tout-venant, de marchandises, d'échantillons...) et personnel employé occasionnellement pour les chargements de minéraliers (chargeurs de wharfs, hommes de chaîne, grutiers...).

Au cours du deuxième trimestre 2005, le marché mondial du nickel est resté tendu. En effet, les réserves officielles au London Metal Exchange (LME) ont atteint, le 16 mai dernier, 5 028 tonnes, leur plus bas niveau depuis 1991. Le déséquilibre entre l'offre et la demande, estimé par Eramet pour l'année 2005 se situe entre 10 000 et 20 000 tonnes, contre 5 000 tonnes en 2004. Ainsi, la reconstitution insuffisante des stocks officiels, l'apparition de nouveaux débouchés et les disponibilités limitées du marché devraient continuer de soutenir les prix du nickel. La Chine demeure la composante la plus dynamique du marché et sa demande devrait croître de plus de 30% en 2005. Durant le deuxième trimestre 2005, la moyenne du cours du nickel au LME se situe à 7,44 USD/lb contre 5,67 USD/lb au deuxième trimestre 2004 en augmentation de + 31,20 %. Cette forte progression est toutefois atténuée par une baisse du dollar américain de 4,30 % sur la même période (94,88 FCFP au cours du second trimestre 2005 contre 99,14 F CFP au deuxième trimestre 2004).

En Nouvelle-Calédonie, les projets de création d'usine de nickel en cours suscitent l'intérêt des spécialistes mondiaux du secteur. C'est dans ce contexte que le colloque international « nickel 2010 » organisé par l'Union Syndicale des Ouvriers et Employés de Nouvelle-Calédonie (USOENC) s'est déroulé les 7 et 8 juillet 2005 à Nouméa. Ce forum a permis à l'ensemble des participants (syndicats locaux et étrangers, aux sociétés minières, aux pouvoirs publics et aux instituts et organismes de recherche) d'aborder l'impact du développement du nickel en Nouvelle-Calédonie sous les aspects économiques, sociaux et environnementaux. Le forum s'est conclu par la présentation des recommandations issues de l'étude réalisée par le Cabinet Syndex. Les principales recommandations se rapportent à l'activité minière, au partage des richesses, à la santé et l'environnement, à l'aménagement du territoire ainsi qu'à l'emploi et la formation.

2.3-Industries minières et métallurgiques

Prix du minerai de nickel au LME en moyenne mensuelle (En USD la livre)

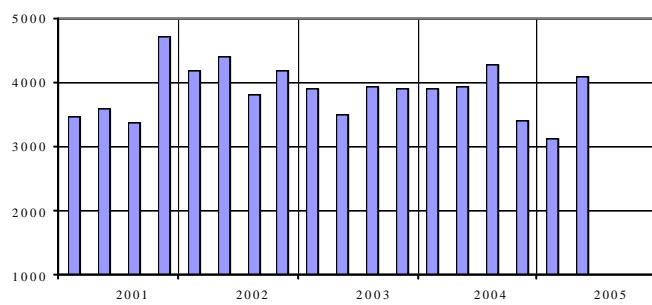


Source : Service des Mines

Secteur « Mines et métallurgie »¹

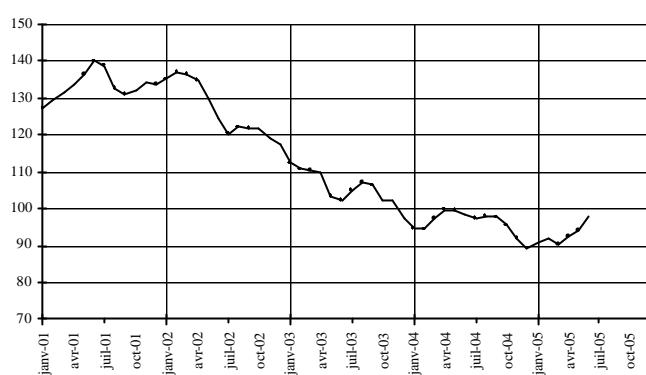
(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

Données Brutes



Source : IEOM

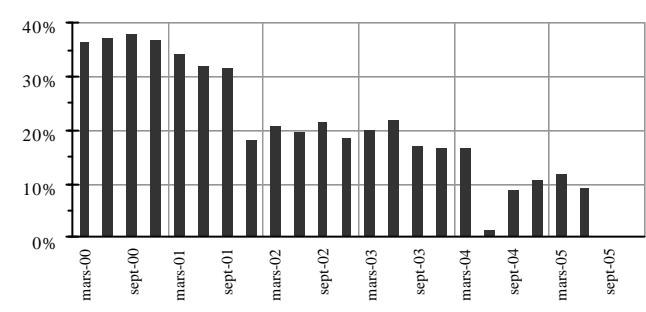
Cours du dollar US / F CFP (moyenne mensuelle)



Source : Service des Mines

Secteur « Mines et métallurgie »

(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

1er trim.2005 (1)	2e trim.2005 (2)	Variation (2) / (1)
----------------------	---------------------	------------------------

Prix moyen 2004	Prix moyen 2005	Variation 2005/2004
--------------------	--------------------	------------------------

Prix du minerai de nickel (Source : Service des Mines)

London Metal Exchange (cours moyen en USD la livre au comptant)	7,04	7,44	+ 5,7%
---	------	------	--------

1er trim.2005 (1)	2e trim.2005 (2)	Variations (2) / (1)
----------------------	---------------------	-------------------------

Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005/2004
--------------------------	--------------------------	---

MINERAIS DE NICKEL (Source : Service des Mines)

Production : en milliers de tonnes humides (1)	1 413	1 806	+ 27,8%
Exportations : en milliers de tonnes humides (2)	650	922	+ 41,8%
Part de la production exportée (2)/(1)	46,0%	51,1%	+ 5,1 pts
Valeur FAB des exportations (p) (en millions de F CFP)	3 288	3 988	+ 21,3%
Valeur moyenne de la tonne humide exportée en F CFP	5 058	4 325	- 14,5%

3 321	3 219	- 3,1%
1 653	1 572	- 4,9%
49,8%	48,8%	- 1,3 pts
6 804	7 276	+ 6,9%
8 280	9 384	+ 13,3%

METALLURGIE (Source : Service des Mines)

Production (en tonnes de nickel contenu)	15 798	15 827	+ 0,2%
Mattes	4 076	1 198	- 70,6%
Ferronickels	11 722	14 629	+ 24,8%
Exportation (en tonnes de nickel contenu)	13 665	14 526	+ 6,3%
Mattes	3 519	1 476	- 58,1%
Ferronickels	10 146	13 050	+ 28,6%
Valeur FAB des exportations (en millions de F CFP)	16 398	19 102	+ 16,5%

24 907	31 625	+ 27,0%
4 918	5 274	+ 7,2%
19 989	26 351	+ 31,8%
24 340	28 191	+ 15,8%
5 086	4 995	- 1,8%
19 254	23 196	+ 20,5%
32 102	35 500	+ 10,6%

CONDITIONS DE FINANCEMENT

	mars-05	juin-05	Variation
Encours des crédits du secteur (en millions de F CFP)	3 134	4 071	+ 29,9%

juin- 04	juin- 05	Variation
3 933	4 071	+ 3,5%

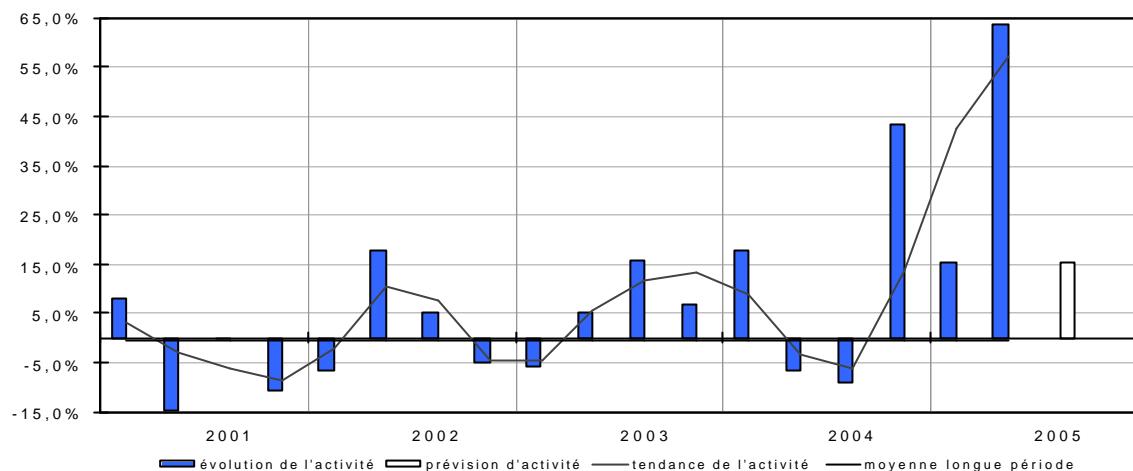
Sources : Service des Mines, ISEE, IEOM

¹ L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

2-4 Industries diverses

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise des « Industries diverses »¹ au 30 juin 2005

ACTIVITE CHARGES TRESORERIE

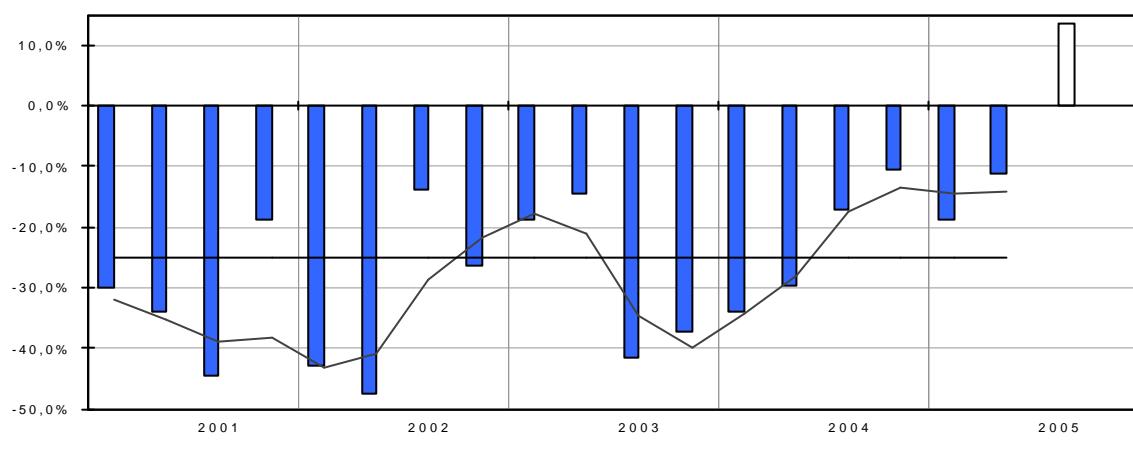


Augmentation

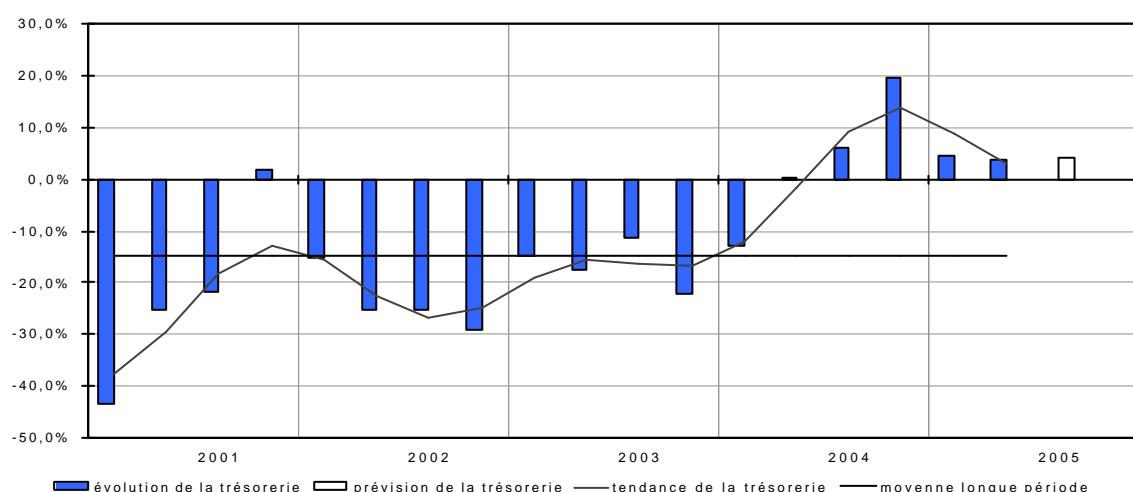
Diversion

Amélioration

Dégradation



Dégradation

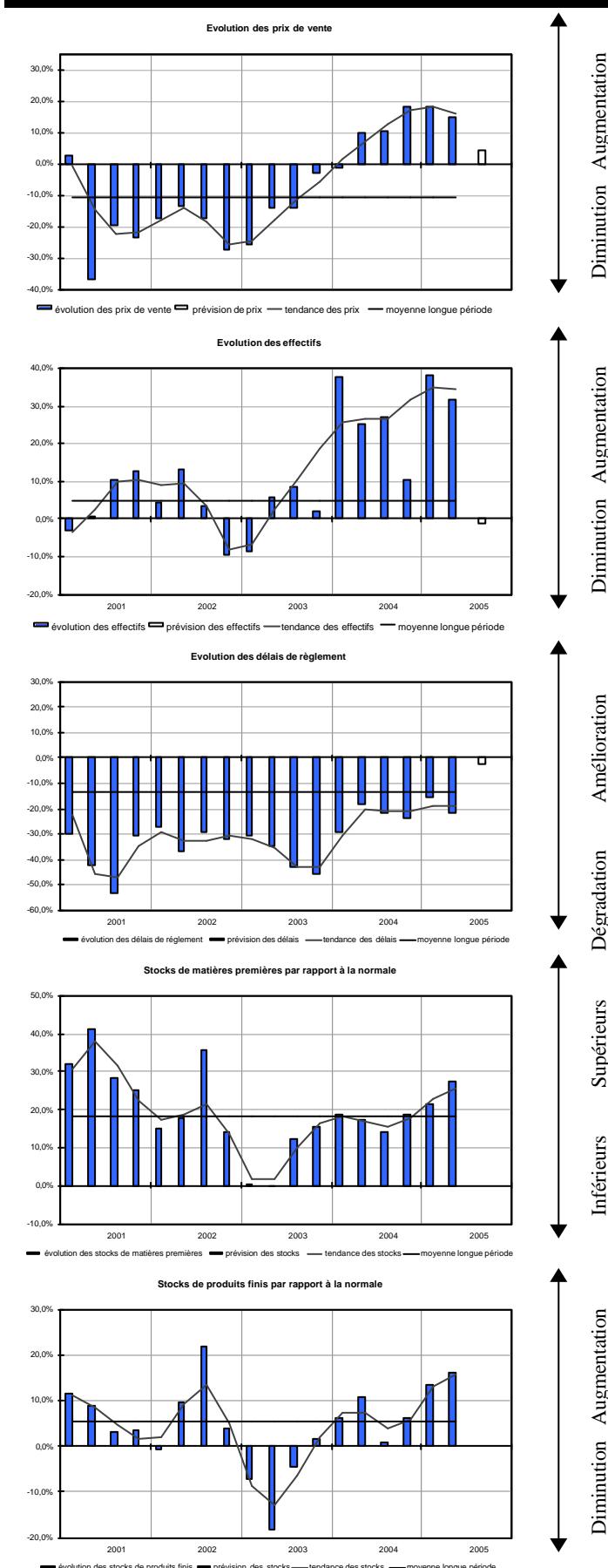


Amélioration

Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 31 entreprises (1 097 salariés) du secteur industriel (hors industrie agroalimentaire, industrie minière et métallurgique) pour 25 réponses (793 salariés). Les entreprises représentées sont répertoriées selon les codes NAF suivants : « 17 Industrie textile », « 19 Industrie du cuir et de la chaussure », « 22 Edition, imprimerie, reproduction », « 24 Industrie chimique », « 25 Industrie du caoutchouc et des plastiques », « 26 fabrication d'autres produits minéraux non métalliques », « 273 E Profilage », « 36 Fabrication de meubles », « 451 D Forages et sondages », « 452 T Levage, montage », « 453 A Travaux d'installation électrique », « 454 D Menuiserie métallique », « 454 J Peinture ».

2.4-Industries diverses



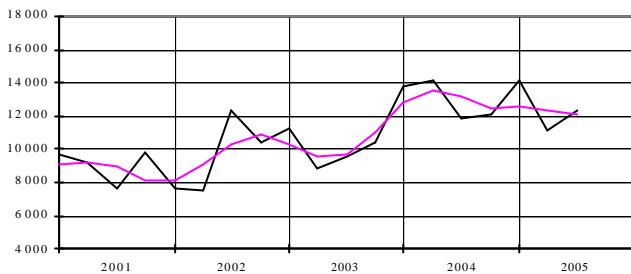
Selon l'opinion des industriels interrogés (hors secteur agroalimentaire et secteur minier et métallurgique), l'activité se serait fortement améliorée au second trimestre 2005 notamment dans les entreprises de fabrication de charpentes et de menuiserie. Dans un contexte d'effectifs élevés, les charges d'exploitation des entreprises interrogées par l'IEOM seraient restées dégradées. Par ailleurs, les situations de trésorerie seraient en amélioration malgré un allongement des délais de règlement (à l'extérieur de la moyenne longue période). Les prix de vente auraient globalement augmenté.

S'agissant des perspectives, les dirigeants du secteur anticipent le maintien du développement de l'activité mais à un niveau moindre qu'au premier trimestre 2005. Les charges apparaîtraient allégées sous l'effet d'une diminution des effectifs. Par ailleurs, la tendance à l'amélioration des délais de règlement ainsi que l'orientation prévue à la hausse des prix de vente contribueraient à l'amélioration des situations de trésorerie.

2.4-Industries diverses

Importations de métaux (en tonnes)

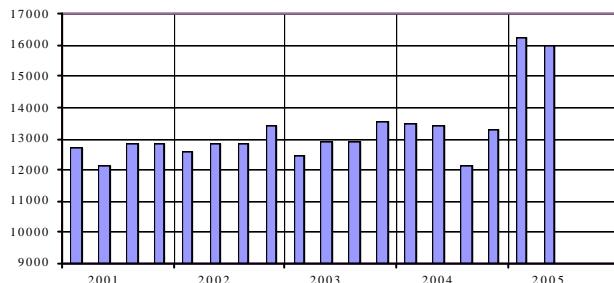
Données brutes — Tendance —



Sources : Service des douanes, ISEE

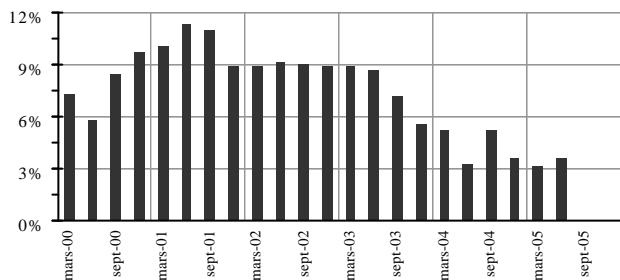
Secteur « Industries diverses »¹ (hors mines et métallurgie)
(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

Données Brutes



Source : IEOM

Secteur « Industries diverses » (Hors mines)
(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

	1er trim.2005 (1)	2e trim.2005 (2)	Variation (2) / (1)
INDUSTRIES DIVERSES			
Importations de métaux (en tonnes)	1 782	1 809	+ 1,5%
CONDITIONS DE FINANCEMENT	mars-04	juin-05	Variation
Encours bancaires des crédits du secteur (en millions de F CFP)	16 206	15 977	- 1,4%

Sources : Service des Douanes, IEOM

Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005 / 2004
3 322	3 591	+ 8,1%
juin- 04	juin- 05	Variation
13 440	15 977	+ 18,9%

¹ L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

2-5 Bâtiment et Travaux publics

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur « Bâtiment et Travaux publics »¹ au 30 juin 2005

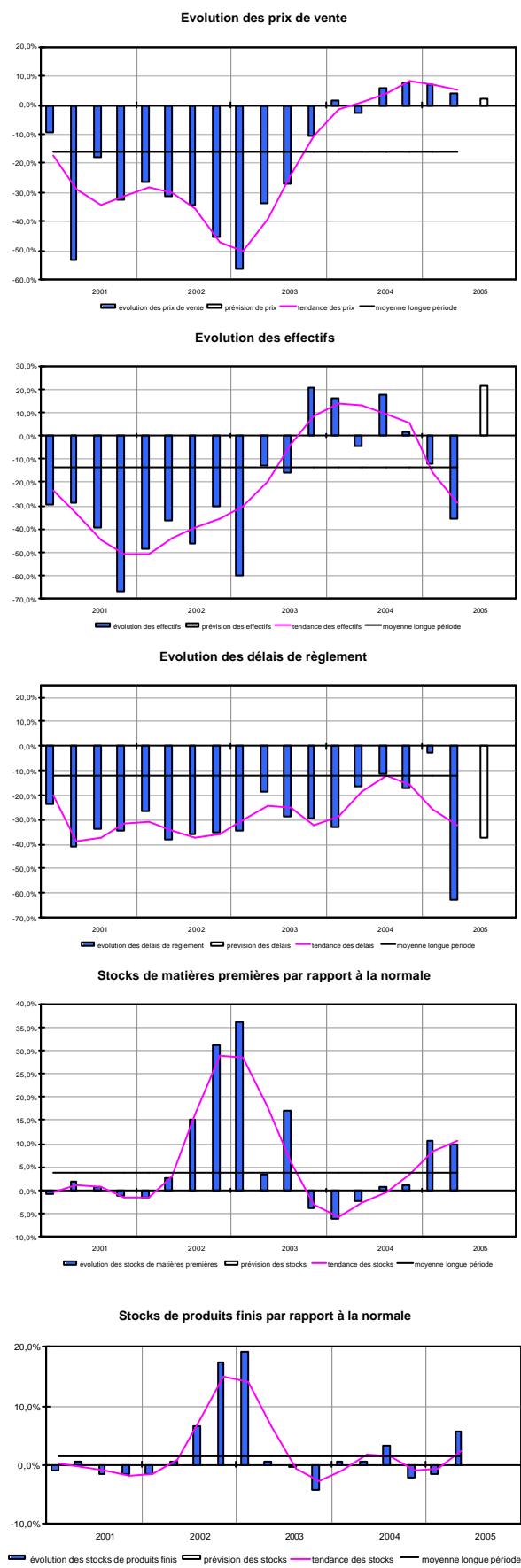
TRESORERIE CHARGES ACTIVITE



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 49 entreprises (2 313 salariés) du secteur du BTP pour 39 réponses (2 098 salariés).

2.5-Bâtiment et travaux publics



↑ Diminution Augmentation
↓ Diminution Augmentation
↑ Amélioration
↓ Dégradation
↑ Supérieurs
↓ Inférieurs
↑ Supérieurs
↓ Inférieurs

Selon les professionnels du secteur du BTP, l'activité se serait légèrement dégradée sur le second trimestre 2005 malgré la hausse des permis de construire accordés (+ 32,5 % par rapport au trimestre précédent), en raison notamment des mauvaises conditions climatiques sur cette période. Ce sentiment est partagé à la fois par les dirigeants des sous secteurs du bâtiment et des travaux publics qui s'inquiètent également du manque de formation dans le secteur. A ce sujet, des efforts ont été engagés, notamment à travers le forum du BTP organisé en mars dernier par les professionnels du secteur et les organismes de formation.

Les charges d'exploitation s'amélioreraient légèrement en raison d'une forte réduction des effectifs. Les situations de trésorerie poursuivraient leur dégradation face à un important allongement des délais de règlement. Les prix de vente quant à eux, seraient en hausse.

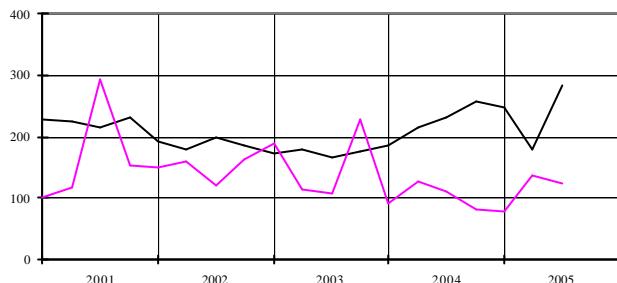
D'autre part, les stocks de matières premières et de produits finis seraient jugés supérieurs à la normale sur le second trimestre 2005.

Les perspectives pour le troisième trimestre 2005 apparaîtraient plus favorable avec un redressement de l'activité. Les charges d'exploitation devraient également s'améliorer en dépit d'une hausse prévue des effectifs. Enfin, les situations de trésorerie se rapprocheraient de l'équilibre parallèlement à une légère hausse des prix de vente. Les délais de paiement devraient continuer à s'allonger sur le prochain trimestre.

Concernant les perspectives des Travaux Publics, il convient de noter depuis la reprise du chantier de Goro Nickel en octobre 2004, la signature d'une série de contrats entre Goro Nickel et les entreprises locales pour des travaux d'une valeur de 13,3 milliards de F CFP. Les premiers contrats d'une valeur de 2,3 milliards de F CFP concernent notamment des travaux d'extraction de matériaux dans une carrière, de construction de la nouvelle station de traitement des eaux usées du camp et d'investigations sous-marines pour les aides à la navigation ayant été signés au mois de juin 2005. Par ailleurs, Ron Renton, le directeur général de Goro Nickel et le consortium composé de dirigeants ou représentants des sociétés françaises Dumez et Vinci, de l'industriel néo-zélandais Mc Connell Dowell et de l'entreprise calédonienne Socalmo ont signé le 11 août dernier un joint-venture qui officialise le lancement des travaux du port de Goro nécessaire à la construction et à l'exploitation de l'usine du Sud. Le montant de ces travaux s'élève à 7 milliards de F CFP. Enfin, le 26 août dernier, Ron Renton a signé avec la Sodexho NC et la société Sud restauration le contrat de gestion de la base-vie de l'usine s'élevant à 4 milliards de F CFP.

Nombre de constructions à usage d'habitation (en nombre)

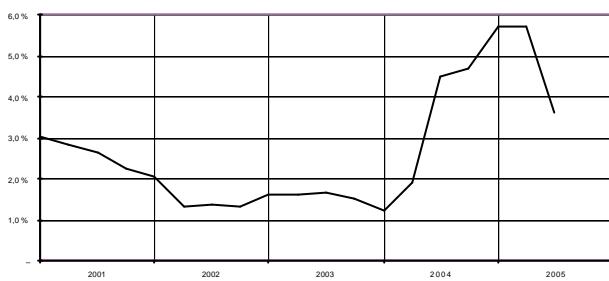
Constructions autorisées (données CVS) —
Constructions achevées (données CVS) —



Sources : Direction de l'équipement de la Province Sud
et Direction de l'Aménagement de la Province Nord

Index B.T. 21

— Glissement annuel (en %)

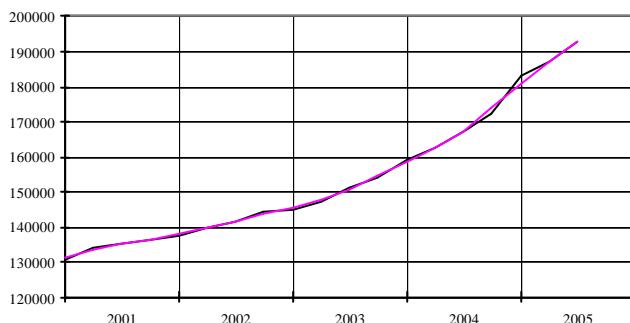


Source : ISEE

Encours bancaires des crédits à l'habitat

(toutes zones en millions de F CFP)

Données CVS — Tendance —

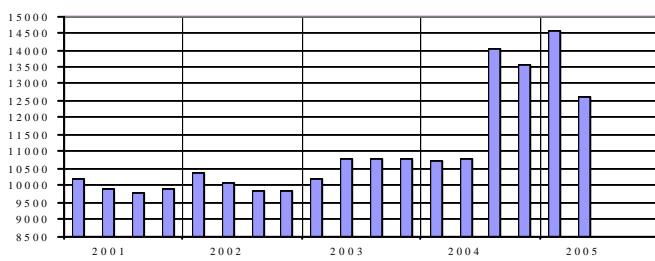


Source : IEOM

Secteur « Bâtiment et travaux publics »²

(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

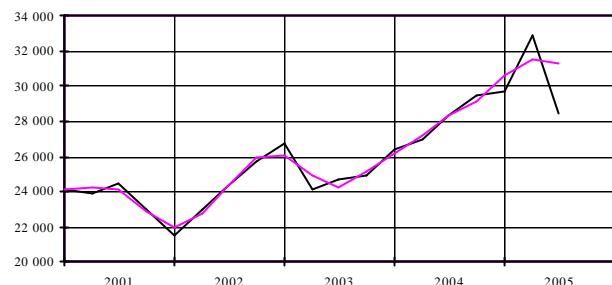
Données Brutes



Source : IEOM

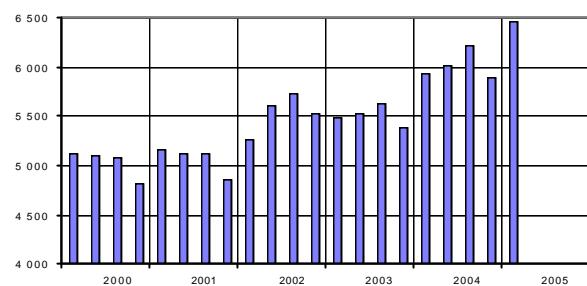
Ventes de ciment (en tonnes)

Données CVS —
Tendance —



Source : Holcim (Nouvelle-Calédonie)
anciennement « Ciments de Numbo »

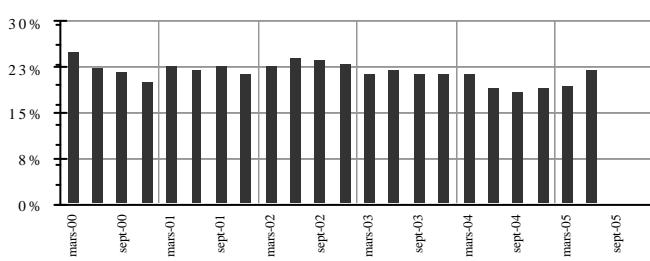
Effectifs du BTP¹ (en nombre)



Source : Direction du Travail

Secteur « Bâtiment et travaux publics »

(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

¹ Le chiffre du deuxième trimestre 2005 n'est pas encore disponible.

² L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

2.5-Bâtiment et travaux publics

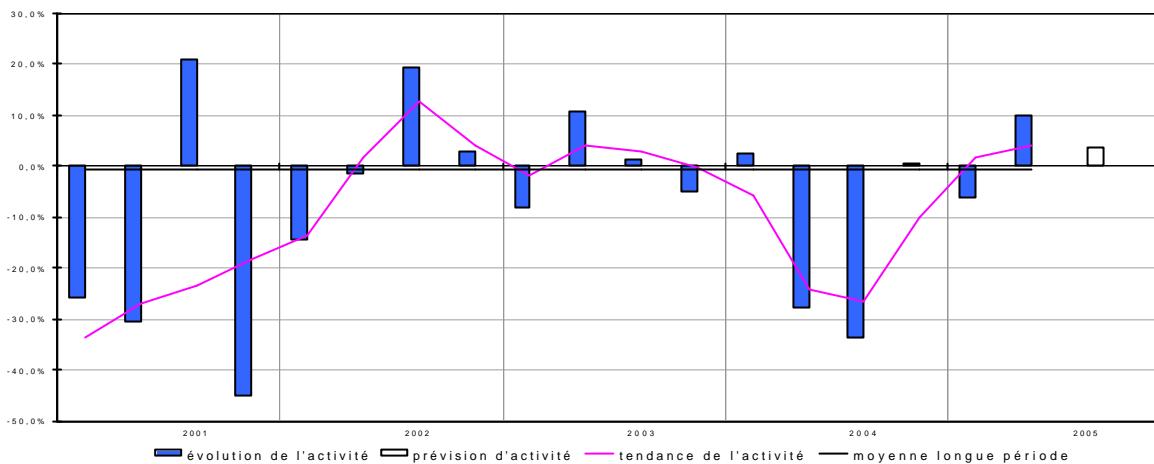
	1er trim.2005 (1)	2e trim.2005 (2)	Variations (2) / (1)	Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005/2004
EMPLOI (Source : Agence pour l'emploi)						
Effectifs du BTP (<i>stock en fin de période</i>)	6 463	nd	ns			
MATERIAUX DESTINÉS AU BTP (Sources : ISEE, Service des Douanes)						
Constructions à usage d'habitation autorisées en Province Sud et en Province Nord (<i>en nombre</i>)	197	261	+ 32,5%			
Constructions à usage d'habitation achevées en Province Sud et en Province Nord (<i>en nombre</i>)	116	119	+ 2,6%			
Ventes de ciment (<i>en tonnes</i>)	30 871	26 999	- 12,5%			
Importations maritimes de matériaux de construction (<i>en tonnes</i>) :						
. Ciment	44	3 587	ns			
. Clinker	16 801	33 000	+ 96,4%			
Encours global des crédits à l'habitat (<i>en millions de F CFP</i>) (<i>tous agents confondus</i>)	187 276	191 959	+ 2,5%			
CONDITIONS DE FINANCEMENT (Source : IEOM)						
	mars-05	juin-05	Variation			
Encours bancaires des crédits du secteur (en millions de F CFP)	14 286	12 609	- 11,7%			
	juin- 04	juin- 05	Variation			
	10 761	12 609	+ 17,2%			

Les indicateurs objectifs du BTP évoluent de manière contrastée au second trimestre 2005. En effet, la consommation de ciment (vente de ciment local + importations) est en léger retrait par rapport au trimestre précédent (-1,1 %). Le recul des ventes de ciment local (- 12,5 % par rapport au trimestre précédent) s'explique par la panne qui s'est produite à la cimenterie Holcim de Numbo fin mars 2005. En parallèle, les constructions à usage d'habitation autorisées sont en hausse de 32,5 % par rapport à mars 2005. L'index BT 21, quant à lui, s'est réduit sur le second trimestre 2005.

2-6 Commerce

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur du « Commerce »¹ au 30 juin 2005

TRESORERIE CHARGES ACTIVITE



Augmentation

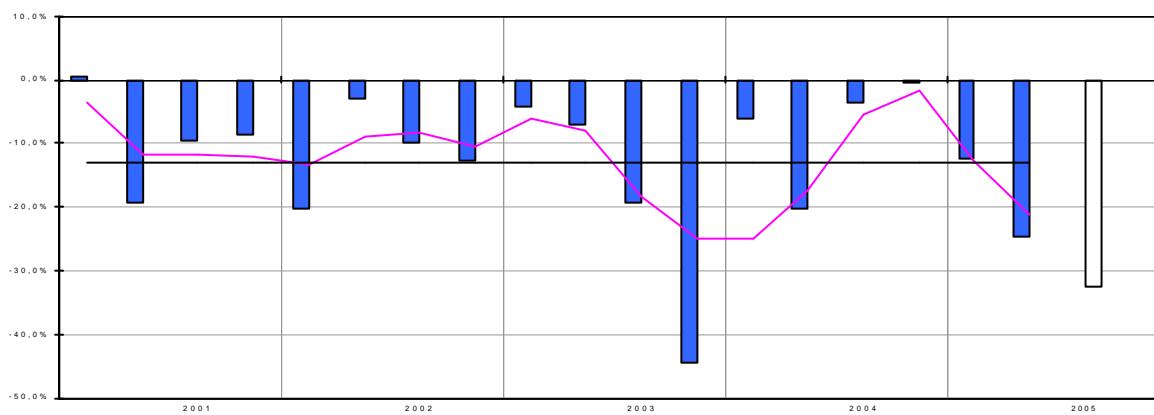
Diminution

Amélioration

Dégradation

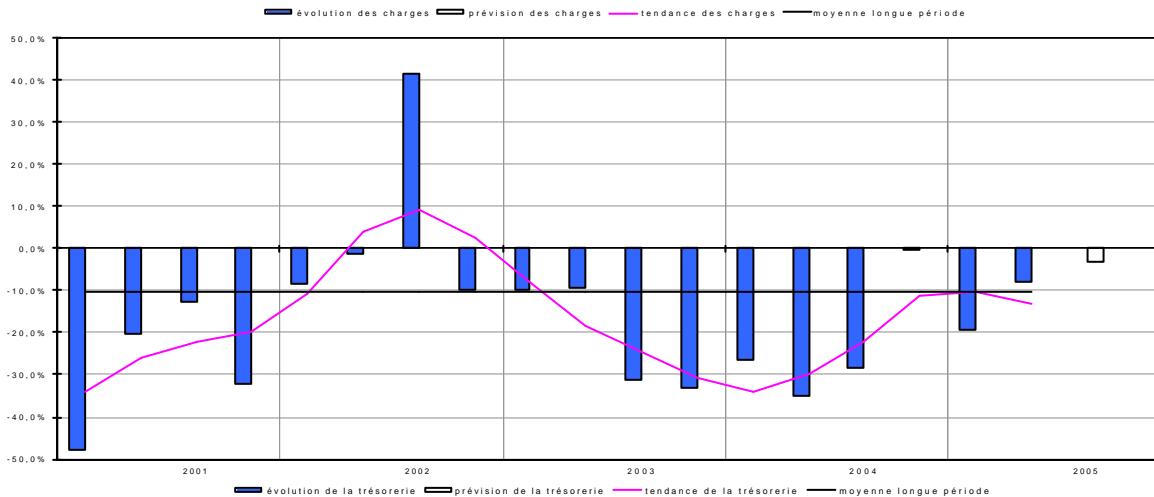
Amélioration

Dégradation



Amélioration

Dégradation

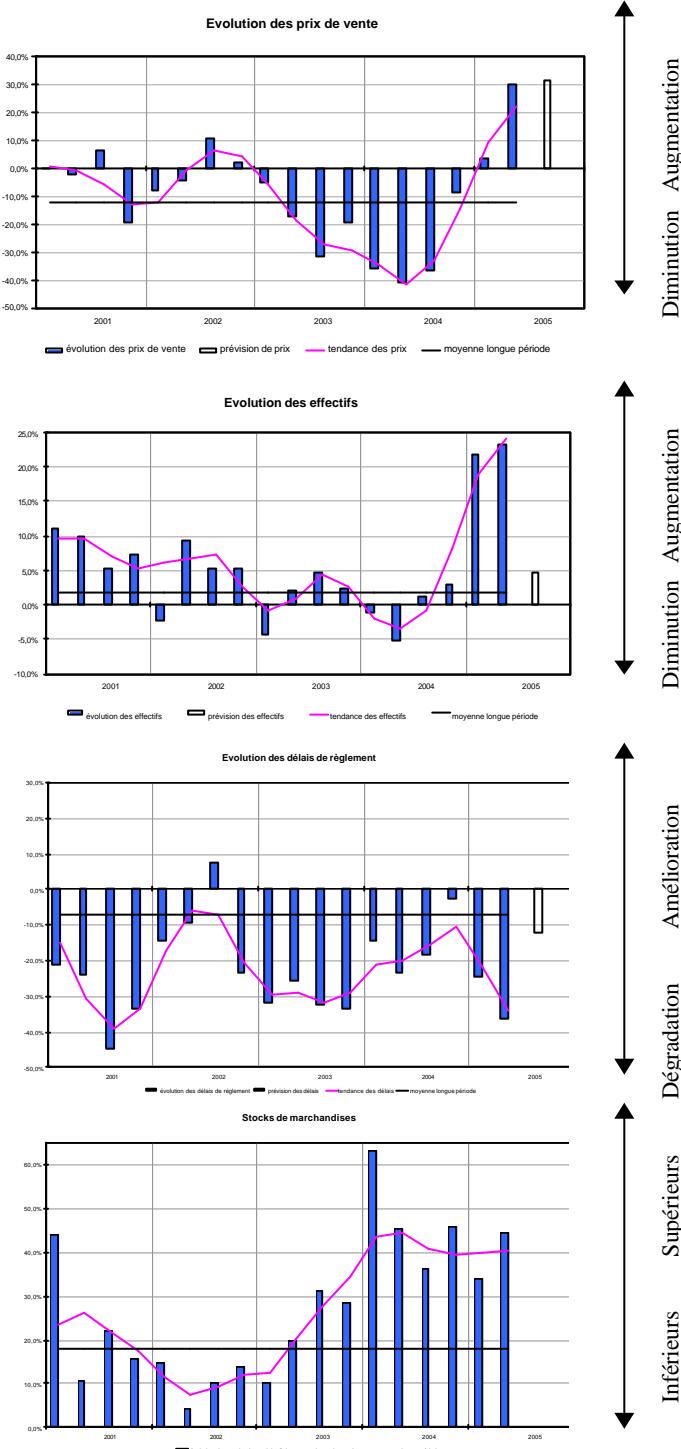


Amélioration

Dégradation

Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 56 entreprises (2 263 salariés) du secteur du commerce pour 39 réponses (1 854 salariés). Cet échantillon comprend un sous échantillon du commerce de détail (cf rubrique 2.6.1).

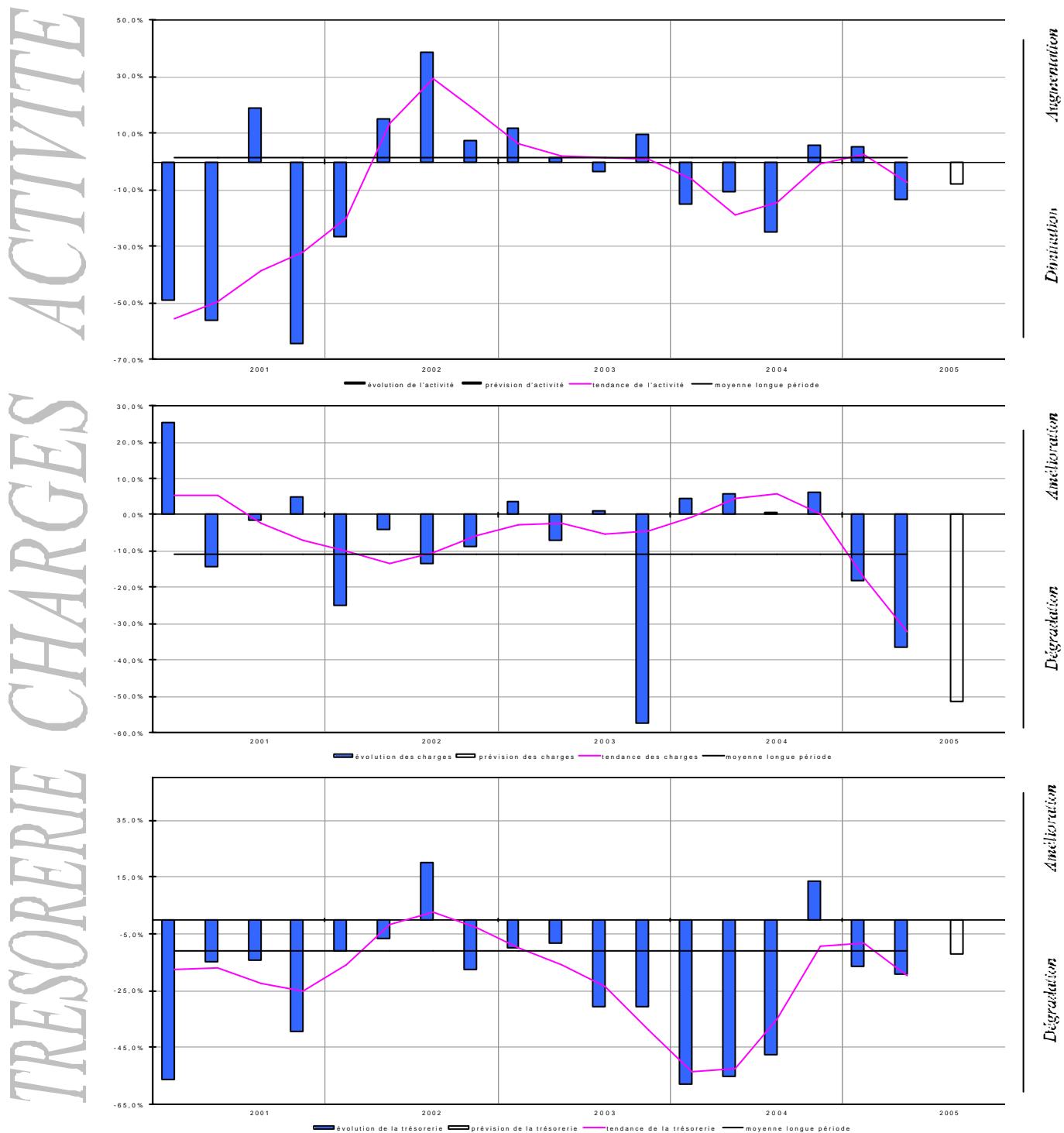


Conformément aux anticipations formulées par les professionnels du secteur au trimestre précédent, l'activité se serait améliorée au cours du deuxième trimestre 2005, notamment pour le commerce de gros et plus particulièrement pour les concessionnaires automobiles. En liaison avec une hausse importante des effectifs, les charges se seraient dégradées. Parallèlement, l'allongement des délais de règlement aurait pesé sur les situations de trésorerie qui s'afficheraient cependant à l'intérieur de la moyenne longue période en rapport avec l'augmentation des prix de vente.

Concernant le troisième trimestre 2005, les commerçants sont optimistes et prévoient un courant d'affaires positif. Sous l'effet de la poursuite de la hausse des effectifs, les charges continueraient à se détériorer. Enfin, les situations de trésorerie seraient de moins en moins dégradées grâce aux délais de règlement qui se réduiraient ainsi qu'à la hausse prévue des prix de vente.

2-6.1.Commerce de détail

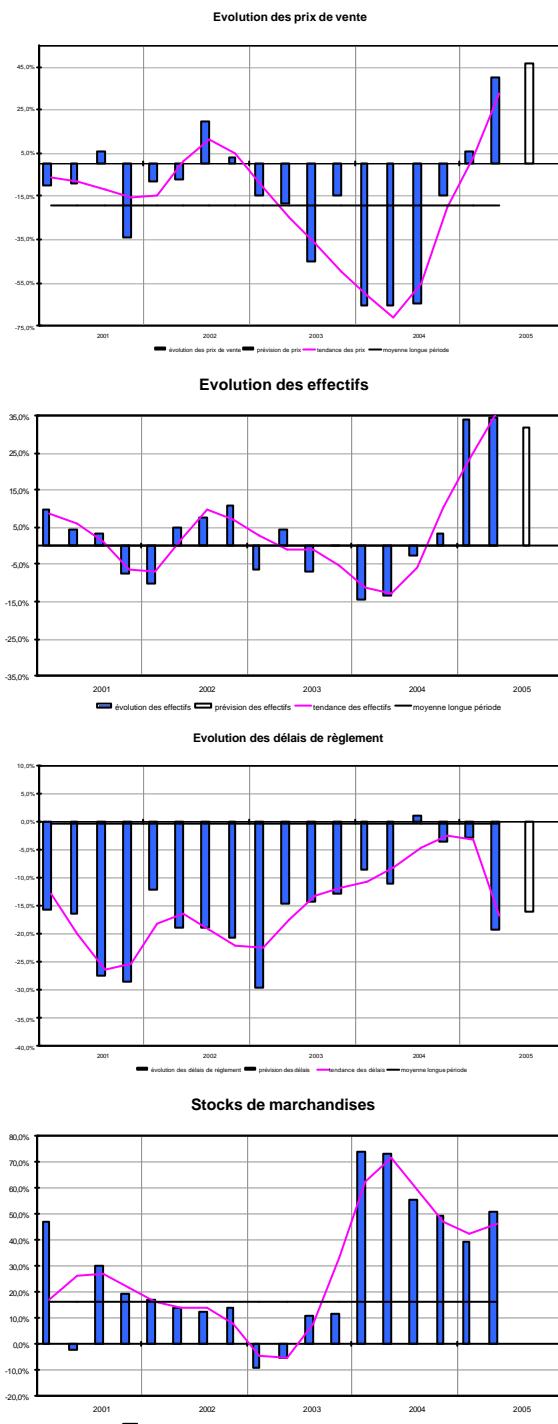
Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur du « Commerce de détail »¹ au 30 juin 2005



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 42 entreprises (1 557 salariés) du secteur du commerce de détail (y compris les concessionnaires automobiles) pour 29 réponses (1 335 salariés).

2.6.1-Commerce de détail



↑ Augmentation
↓ Diminution
↑ Augmentation
↓ Diminution
↑ Amélioration
↓ Dégradation
↑ Supérieurs
↓ Inférieurs

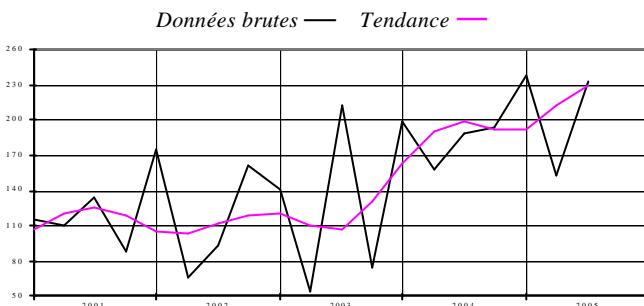
Le solde d'opinions des dirigeants d'entreprises commerciales de détail fait état d'une activité en diminution au second trimestre 2005. Ce résultat est principalement le reflet des hypermarchés et supermarchés ainsi que des commerces de détail alimentaire.

Sous l'effet d'une hausse des effectifs, les charges d'exploitation se seraient dégradées. Par ailleurs, la détérioration des délais de règlement aurait pesé sur les situations de trésorerie qui se seraient détériorées. Globalement, les prix de vente auraient été orientés à la hausse.

Pour le troisième trimestre 2005, les entrepreneurs du secteur prévoient une activité légèrement moins dégradée qu'au trimestre précédent. Parallèlement, les charges se dégraderaient nettement dans un contexte d'effectifs élevés. Enfin, l'allongement des délais de règlement de la clientèle engendrerait des situations de trésorerie dégradées. Globalement, les prix de vente s'afficheraient à la hausse.

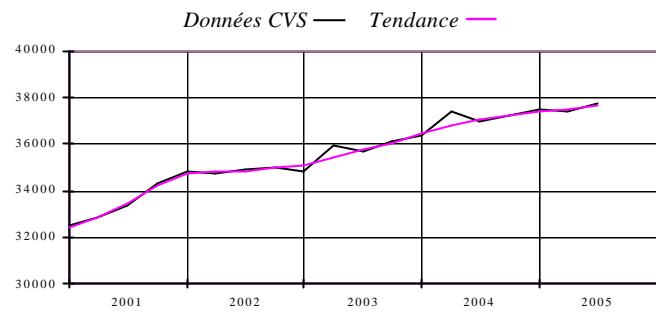
2.6.1-Commerce de détail

Importations de textile (en tonnes)



Sources : Service des Douanes, ISEE

Encours bancaires des crédits de trésorerie des ménages (en millions de F CFP)

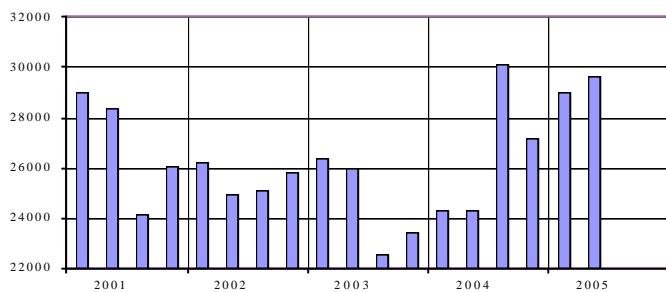


Source : IEOM

Secteur « Commerce »

(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)¹

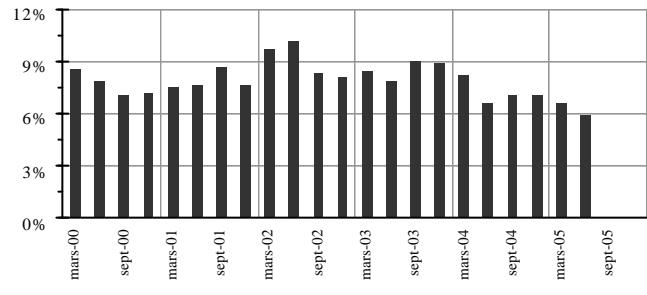
Données Brutes



Source : IEOM

Secteur « Commerce »

(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

1er trim.2005 (1)	2e trim.2005 (2)	Variations (2) / (1)
----------------------	---------------------	-------------------------

Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005/2004
--------------------------	--------------------------	---

COMMERCE			
importations de textiles (en tonnes)	154	232	+ 51,3%
CONDITIONS DE FINANCEMENT			
Encours bancaires des crédits du secteur (en millions de F CFP)	mars-05 28 935	juin-05 29 608	+ 2,3%

juin- 04	juin- 05	Variation
24 305	29 608	+ 21,8%

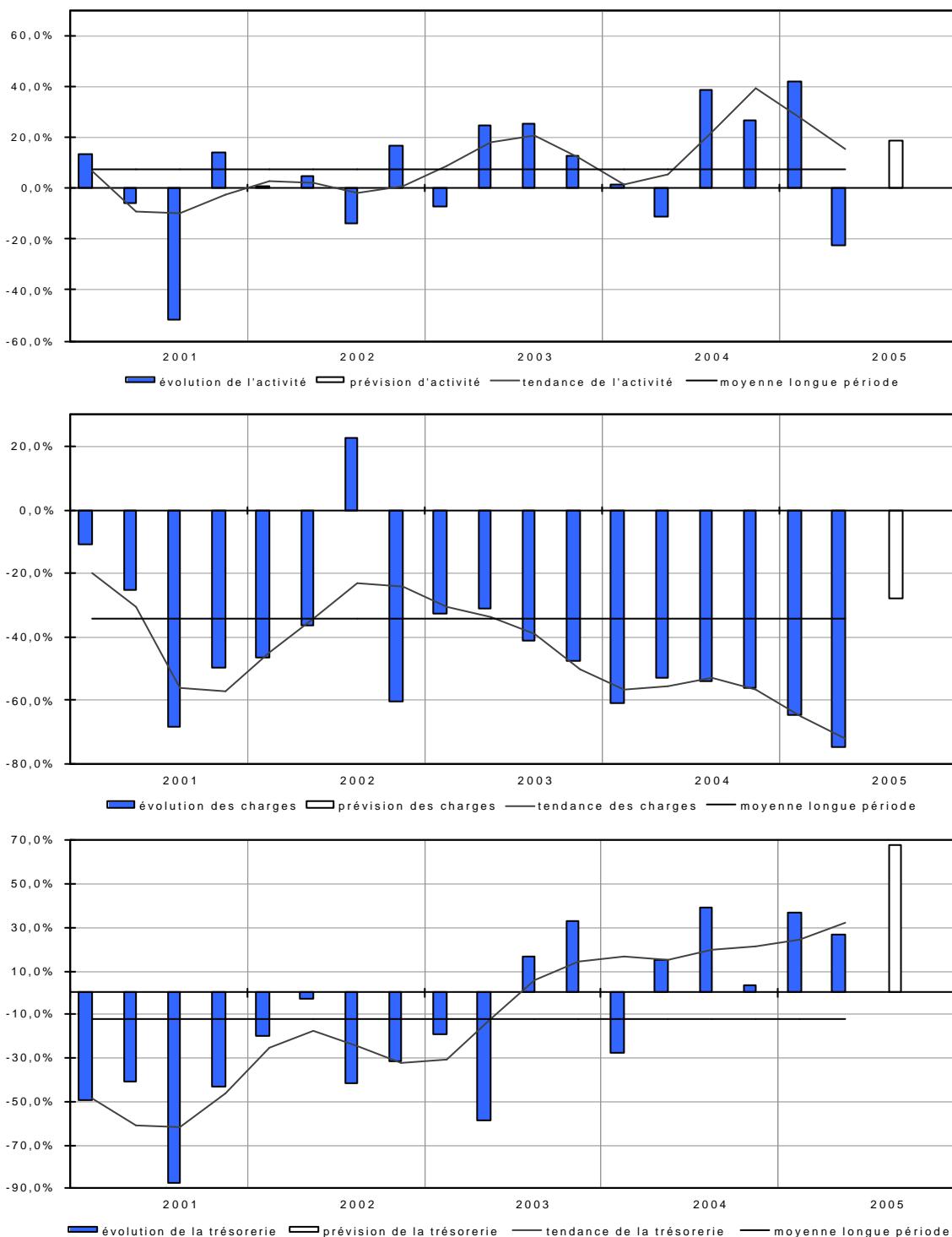
Sources : Service des Douanes, IEOM

¹L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

2-7 Hôtellerie - Tourisme

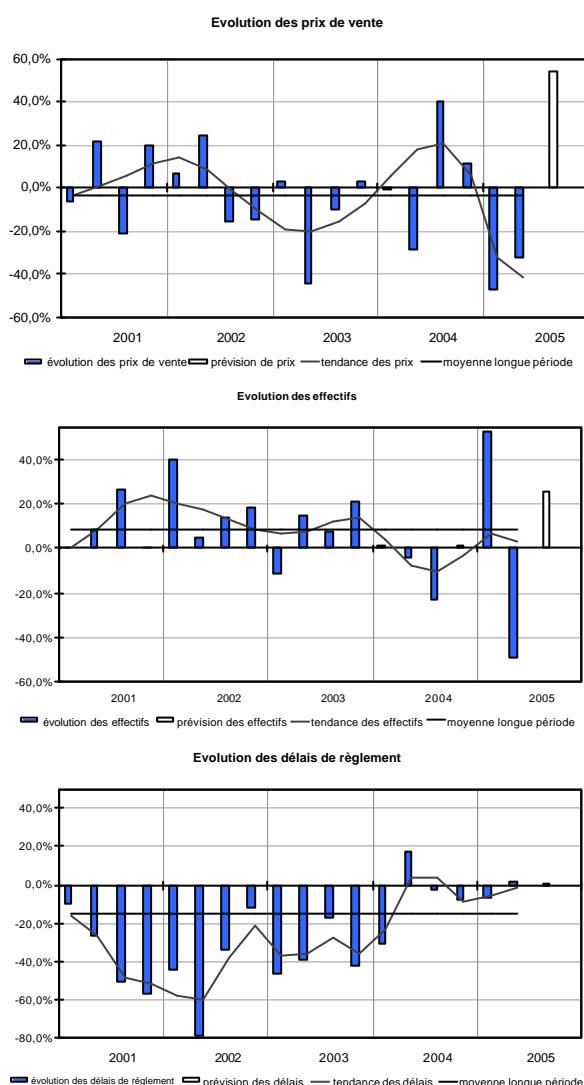
Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur de « l'Hôtellerie et du Tourisme »¹ au 30 juin 2005

TRESORERIE CHARGES ACTIVITE



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 25 entreprises (1 350 salariés) du secteur de l'hôtellerie et du tourisme pour 20 réponses (1 232 salariés).



↑
↓
↑
↓
↑
↓

Augmentation
Diminution
Augmentation
Diminution
Augmentation
Amélioration
Dégradation

Les professionnels du secteur hôtelier et touristique font état d'une dégradation de l'activité sur le second trimestre 2005. Cette opinion est partagée par une majorité des chefs d'entreprises des transports aériens et terrestres et des hôtels - restaurants.

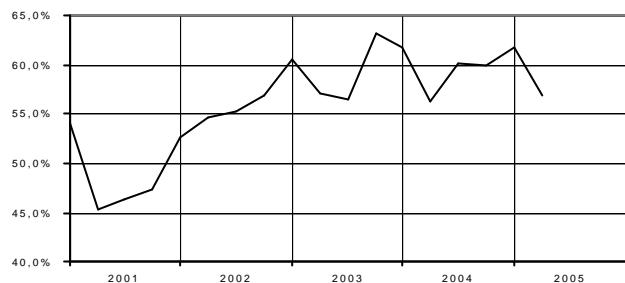
Les charges d'exploitation se seraient une nouvelle fois largement dégradées malgré une importante réduction des effectifs. A l'inverse, les situations de trésorerie se seraient améliorées parallèlement à une stabilisation des délais de règlement. Les prix de vente pour leur part, auraient poursuivi leur réduction sur le deuxième trimestre 2005.

Concernant les perspectives pour le troisième trimestre 2005, les entrepreneurs interrogés prévoiraient un redressement de l'activité. Sous l'effet d'une hausse des effectifs prévue, les charges continueraient de se dégrader mais à un rythme plus modéré. Enfin, les dirigeants du secteur prévoiraient une nette amélioration de leurs situations de trésorerie, en liaison avec une hausse des prix de vente et une stabilité des délais de règlement.

A la suite des assises du tourisme organisées en novembre 2004, le GIE «Nouvelle-Calédonie Tourisme Point Sud» en association avec les GIE «Tourisme Province Nord» et «Destination Iles Loyauté» a commandé une série d'études à un cabinet spécialisé. Les résultats de la première étude réalisée en Australie et en Nouvelle-Zélande ont été communiqués aux professionnels du tourisme calédonien. Cette étude a mis en avant le travail de communication nécessaire à entreprendre pour mieux faire connaître la destination Nouvelle-Calédonie auprès des Australiens et des Néo-Zélandais. Par ailleurs, une étude effectuée sur le marché japonais fera prochainement l'objet d'une information.

Taux d'occupation des chambres

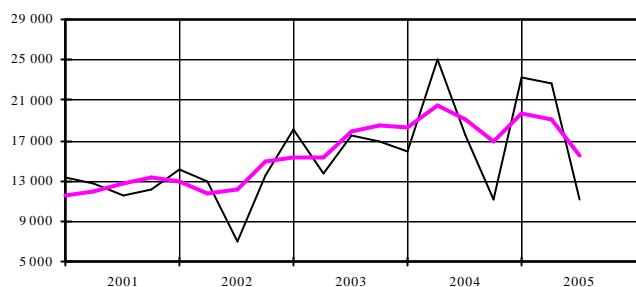
Moyenne trimestrielle - données brutes



Source : ISEE

Nombre de croisiéristes

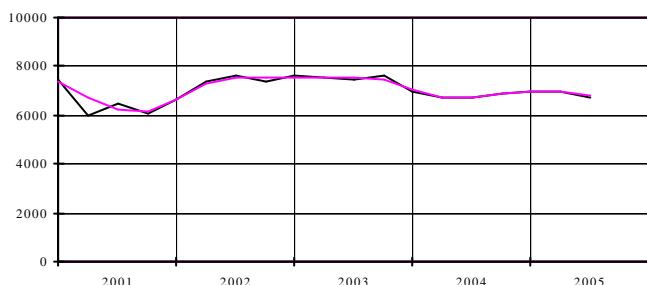
Données brutes — Tendance —



Source : ISEE

Nombre de touristes français

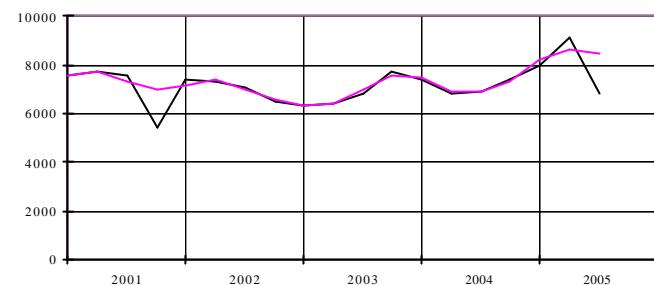
Données CVS — Tendance —



Source : ISEE

Nombre de touristes japonais

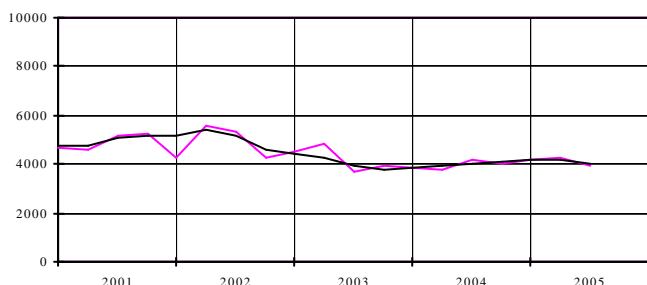
Données CVS — Tendance —



Source : ISEE

Nombre de touristes australiens

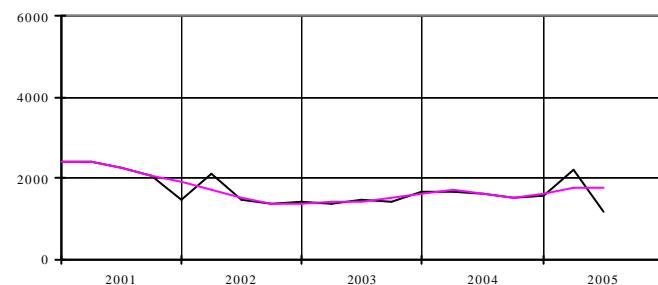
Données CVS — Tendance —



Source : ISEE

Nombre de touristes néo-zélandais

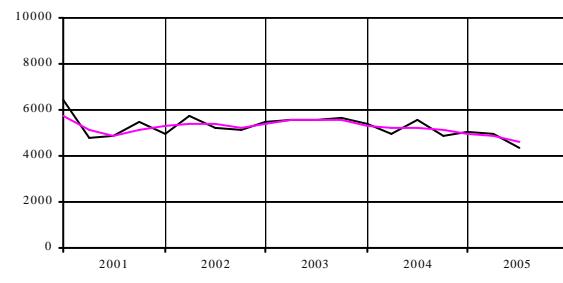
Données CVS — Tendance —



Source : ISEE

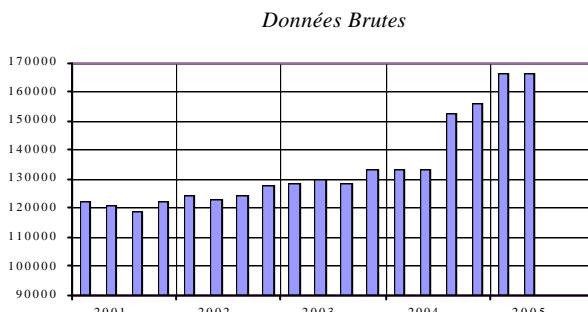
Nombre de touristes divers

Données CVS — Tendance —



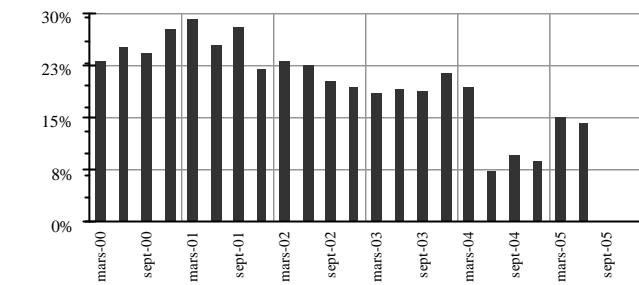
Source : ISEE

Secteur « Hôtellerie »¹ (encours bancaire des crédits en millions de F CFP)



Source : IEOM

Secteur « Hôtellerie » (Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

	1er trim.2005 (1)	2e trim.2005 (2)	Variations (2) / (1)
TAUX D'OCCUPATION DES CHAMBRES (Source : Syndicat des hôteliers)			
Coefficient d'occupation (en %) (moyenne)	56,9	nd	ns
DEBARQUEMENT DE TOURISTES (Source : ISEE)			
Tourisme de séjour			
Nombre de touristes	24 750	19 635	- 20,7%
Touristes français	6 130	5 014	- 18,2%
Touristes japonais	9 921	5 301	- 46,6%
Touristes australiens	2 989	4 160	+ 39,2%
Touristes néo-zélandais	936	1 362	+ 45,5%
Touristes divers	4 774	3 798	- 20,4%
Tourisme de croisière			
Nombre de croisiéristes	22 635	11 251	- 50,3%
Nombre d'escales de navires	19	8	- 57,9%
CONDITIONS DE FINANCEMENT	mars-05	juin-05	Variation
Encours bancaires des crédits du secteur (en millions de F CFP)	3 922	3 794	- 3,3%

Sources : ISEE, IEOM

Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005/2004
58,2	nd	ns
43 026	44 385	+ 3,2%
10 939	11 144	+ 1,9%
12 848	15 222	+ 18,5%
7 087	7 149	+ 0,9%
2 601	2 298	- 11,6%
9 551	8 572	- 10,25%
42 555	33 886	- 20,4%
40	27	- 32,5%
juin- 04	juin- 05	Variation
1 372	3 794	+ 176,5%

Au cours du second trimestre 2005, la fréquentation touristique a reculé par rapport au premier trimestre 2005. Le nombre de touristes s'est ainsi établi à 19 635 à juin 2005 (- 20,7 % par rapport au trimestre précédent). Seuls les touristes australiens et néo-zélandais ont été plus nombreux (respectivement + 39,2 % et + 45,5 %), alors que le nombre de touristes français, japonais et divers a reculé respectivement de 18,2 %, 46,6 % et 20,4 % sur la même période.

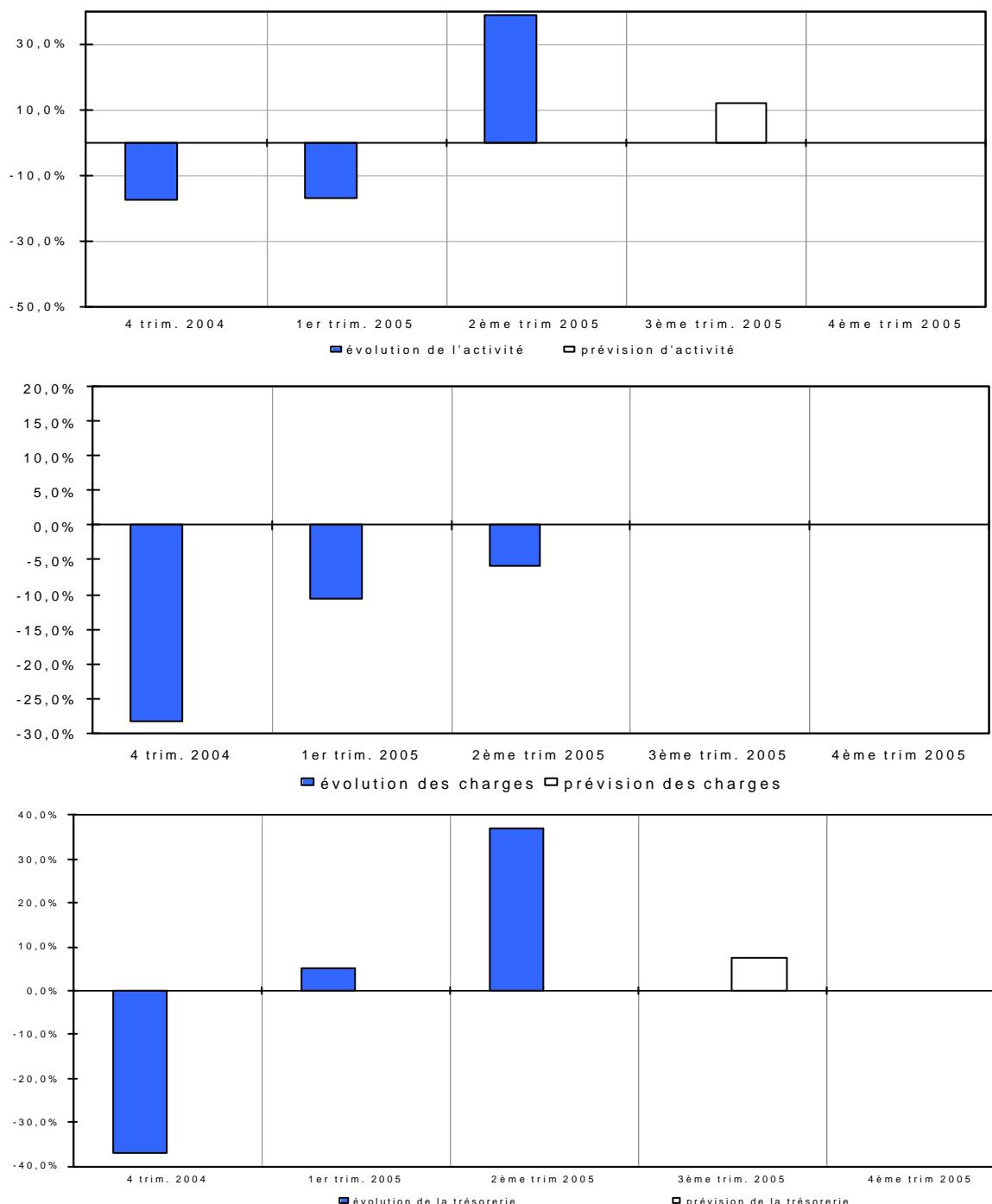
Le nombre de croisiéristes a également reculé de 50,3 % par rapport au trimestre précédent. Notons également la première escale du « Pacific Sun » sur l'île d'Ouvéa dans la tribu de Mouli, qui a eu lieu le 11 mai dernier, suite à l'accord conclu entre P&O Australie et les autorités locales. Trente escales ont été programmées pour les 18 mois suivants.

¹L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

2-8 Services aux entreprises

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur des « Services aux entreprises »¹ au 30 juin 2005

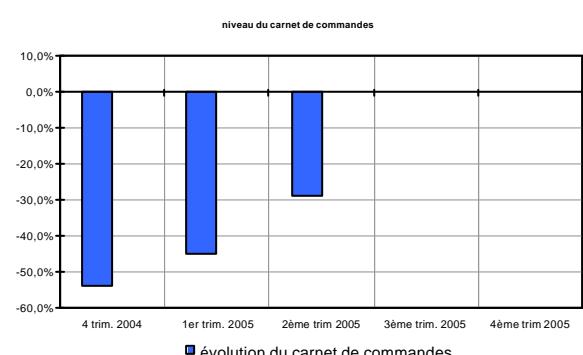
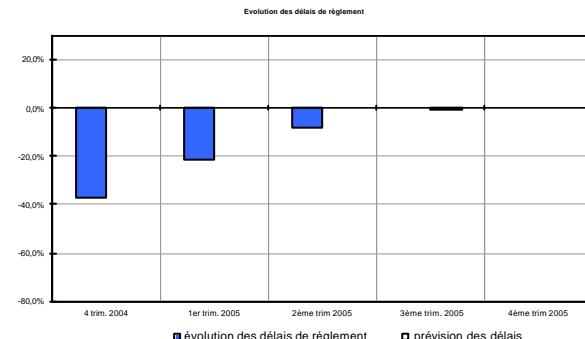
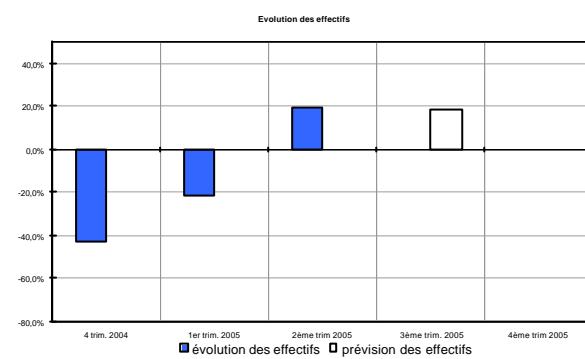
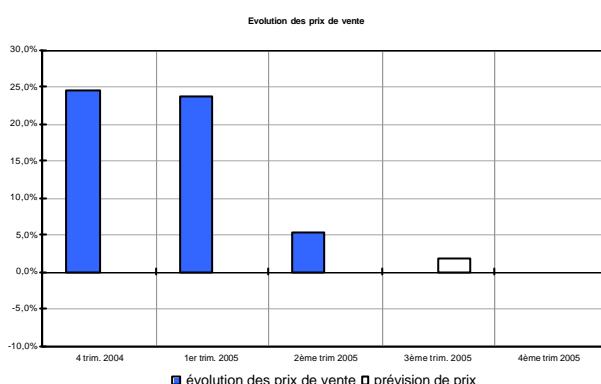
CHARGES ACTIVITE TRESORERIE



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)
Le manque d'ancienneté des séries ne permet pas encore de les dessaisonnaliser

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 22 entreprises (719 salariés) du secteur des Services aux entreprises pour 17 réponses (656 salariés).

2.8-Services aux entreprises



↑
↓
Diminution Augmentation

Confirmant les prévisions établies lors du trimestre précédent par les chefs d'entreprises interrogés, l'activité du secteur « services aux entreprises » se serait nettement améliorée au deuxième trimestre 2005, dans la majorité des secteurs suivis par l'enquête : sécurité, informatique, expertise, publicité et nettoyage industriel.

↑
↓
Diminution Augmentation

Parallèlement à la hausse d'activité, les charges se seraient dégradées dans un contexte de hausse des effectifs.

↑
↓
Amélioration
Dégénération
Elevé
Faible

En liaison avec la hausse de l'activité et des tarifs, les situations de trésorerie auraient connu une nette amélioration.

Pour le prochain trimestre, les chefs d'entreprises annoncent une activité croissante s'accompagnant d'une hausse des effectifs. Parallèlement, les charges apparaîtraient stabilisées. Enfin, la hausse des prix de vente et la stabilité des délais de règlement devraient profiter aux situations de trésorerie qui s'afficheront en amélioration.

Directeur de la publication : T. CORNAILLE

Responsable de la rédaction : E. BAULARD

Editeur et imprimeur : IEOM

Achevé d'imprimer le 1^{er} septembre 2005

Dépôt légal : 2005 n° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

AGENCE DE NOUVELLE-CALEDONIE

19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex

Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553

e-mail : agence@ieom.nc